Illinois II Library

France
ILLUSTRATION

N° 80 — 12 AVRIL 1947 — 40 FRANCS

Phot. Keystone

LE TERRIBLE ATTENTAT D'HAÏFA MOTIVE LE RECOURS DEVANT L'O. N. U.

A la suite d'un attentat organisé par les membres du groupe terroriste Stern, un violent incendie a éclaté parmi les réservoirs de pétrole d'Haïfa. Pendant trois jours le feu a fait rage, et la colonne de fumée qui s'élevait du lieu du sinistre était visible à 50 kilomètres. 7.000 tonnes de pétrole ont été anéanties et les dégâts matériels se chiffrent par une dizaine de millions. Devant la gravité de la situation, la Grande-Bretagne a décidé de porter la question palestinienne devant l'O. N. U.

En application du décret n° 47-495 du 21 mars 1947 le prix du numéro est ramené au tarif en vigueur le 1er janvier 1947, soit 40 francs.

TÉLÉPHONES
Administration : TRUdaine 82-54
Rédaction : TRUdaine 78-47

France ILLUSTRATION

REVUE HEBDOMADAIRE - 13, rue Saint-Georges, Paris-9e

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE :
ÉDIFRANCILUS
Chèques postaux : PARIS 4670-19

TARIFS D'ABONNEMENT

FRANCE ET COLONIES FRANÇAISES (nouveau prix). . 6 mois **950 fr.**
Les abonnements partent obligatoirement du 1er de chaque mois.

ÉTRANGER
I - Pays accordant une réduction d'affranchissement. . 6 mois **1.300 fr.**
II - Pays exigeant le plein tarif d'affranchissement. . — **1.400 fr.**
SUISSE 6 mois : francs suisses 44 — Bureau LES BRENETS C. P. IV b 2780
GRANDE-BRETAGNE, 6 mois : 3 £ — Anglo-French Periodicals & Publicity, 25, Villiers Street, LONDON W. C. 2.

FRANCE-ILLUSTRATION LITTÉRAIRE ET THÉATRALE
(réservée exclusivement à nos abonnés) paraissant le 15 de chaque mois.

France et Colonies . . . 6 mois **180 fr.**
Étranger . . . . . 6 mois **230 fr.**

Les demandes de changement d'adresse doivent être accompagnées de la dernière bande et de 10 fr. en timbres-poste.
Les abonnements seront servis dans les limites de la disponibilité du tirage. — **Les numéros spéciaux seront servis sans augmentation du prix de l'abonnement.**
Droits de reproduction pour le texte et les illustrations réservés pour tous pays — Les manuscrits, insérés ou non, ne sont jamais rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.
TABLE DES MATIÈRES, 4e trimestre 1945 : **4 fr.** ; 1er semestre 1946 : **8 fr.** ; 2e semestre 1946 : **8 fr.** — Frais d'envoi : **3 fr. 50** par fascicule.

A partir du 1er mai les tarifs des abonnements seront réajustés et portés à la connaissance de nos abonnés en temps voulu.

Afin de permettre à nos Lecteurs de bénéficier des conditions actuelles d'abonnement nous maintiendrons les prix en cours jusqu'au 1er mai.

LE **15 AVRIL** PARAITRA LE DEUXIÈME NUMÉRO DE

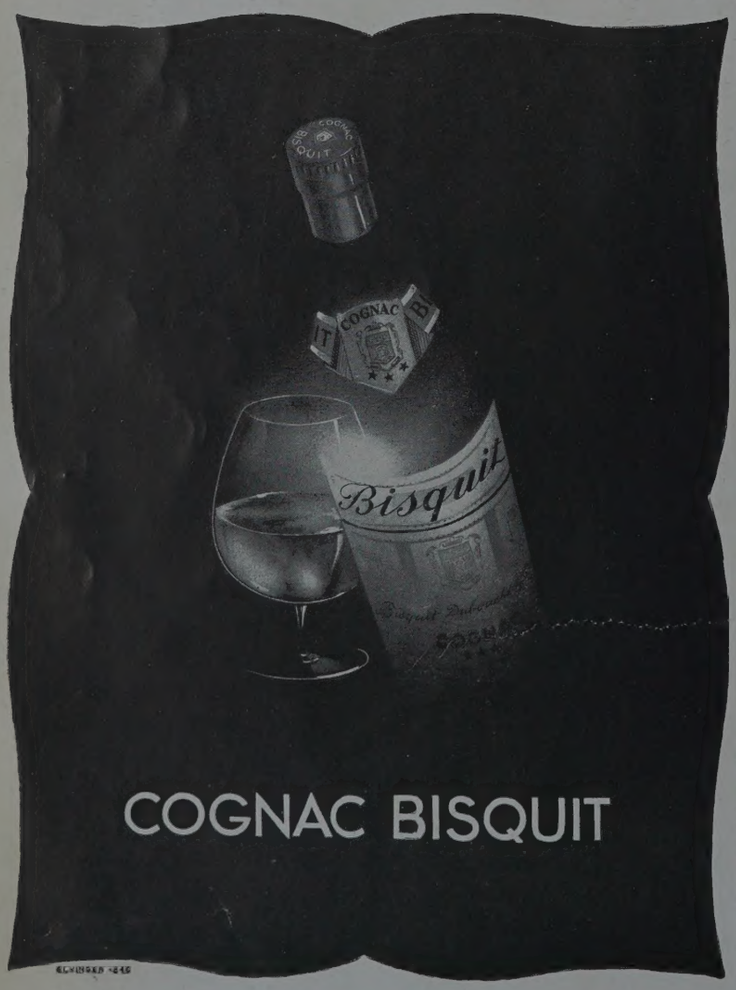
FRANCE-ILLUSTRATION LITTÉRAIRE ET THÉATRALE

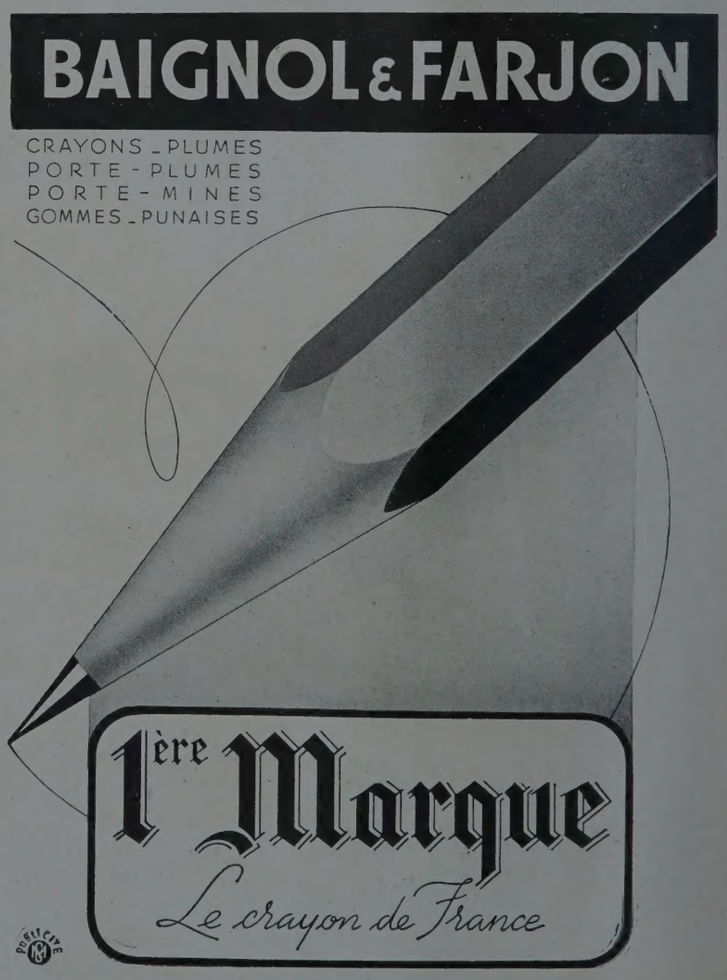
Sommaire :

FAUX HASARDS ET FAUX TÉMOINS
Chronique de Louis MARTIN-CHAUFFIER

POUR UN VITRAIL
Nouvelles inédites de Marcel ARLAND

LE BURLADOR
Pièce en 3 actes de Suzanne LILAR





Sauvez les Bébés de France,
AIDEZ la CROIX-ROUGE FRANÇAISE

France ILLUSTRATION

GEORGES OUDARD
DIRECTEUR GÉNÉRAL

TROISIÈME ANNÉE • NUMÉRO 80 • 12 AVRIL 1947

Phot. *France-Illustration* (Henri Parnotte).

L'AMIRAL THIERRY D'ARGENLIEU REÇOIT LA MÉDAILLE MILITAIRE

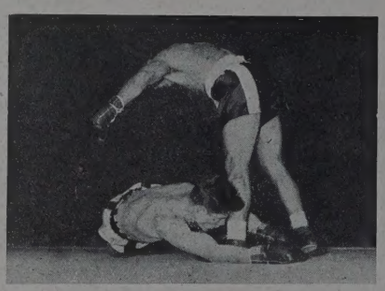
M. Ramadier, président du gouvernement et médaillé militaire lui-même, a tenu à remettre personnellement à l'amiral d'Argenlieu la plus haute distinction que puisse recevoir un officier général. C'est dans la cour d'honneur du ministère de la Marine que s'est déroulée cette cérémonie, en présence des ministres de la Marine et de l'Air, des ambassadeurs des Etats-Unis et du Canada, des généraux Juin et Kœnig et Dassault, du vice-amiral Lemonnier, ainsi que d'éminentes personnalités militaires et civiles, dont de nombreux Compagnons de la Libération.

UNE SEMAINE DU MONDE

Tokio. *— Pour familiariser la population japonaise avec la nouvelle Constitution qui doit entrer en vigueur le 3 mai, des orateurs sont chargés d'expliquer son fonctionnement à la foule dans les rues de la capitale.*

Paris. *— M. François Billoux, ministre de la Défense nationale, a inauguré au cimetière du Père-Lachaise un monument à la mémoire du colonel Fabien et de ses compagnons d'armes héros de la Résistance.*

Paris. *— M. Bollaert, nouveau haut commissaire en Indochine, s'est embarqué à l'aérodrome d'Orly à destination de Saïgon.*



New York. *— Marcel Cerdan, champion d'Europe des poids moyens, a battu par K.-O. au deuxième round l'Américain Green.*

Alger. *— M. Naegelen, ministre de l'Education nationale, en visite en Afrique du Nord, descend d'avion à Maison-Blanche.*

Bruxelles. *— M. Albert Spaak, président du nouveau gouvernement, lit sa déclaration ministérielle devant le parlement belge.*

Paris. *— Le 30 mars a eu lieu dans la Drôme une élection législative, les résultats du scrutin du 10 novembre 1946 ayant été annulés. Les sièges se répartissent ainsi : M. R. P., deux ; socialistes, un ; communistes, un, alors qu'en novembre les M. R. P. avaient un siège, les socialistes, un, et les communistes, deux.*

New Delhi. *— La Conférence panasiatique a décidé de tenir sa prochaine session en Chine au cours de l'année 1949. D'autre part, les délégués ont approuvé la création d'un organisme permanent de coopération des pays asiatiques appelé : « Organisation pour les relations asiatiques. »*

Washington. *— Le département de la Marine vient d'annoncer qu'une escadre américaine, composée de deux cuirassés, de deux porte-avions et de quatre destroyers, se rendra au mois de juin dans les eaux de l'Europe septentrionale où elle procédera à des manœuvres.*

Bombay. *— De nouvelles émeutes ont éclaté à Bombay entre Hindous et Musulmans. A dix-neuf reprises la police a dû faire usage de ses armes, et on a dénombré 40 morts et plus de 150 blessés. Dans d'autres villes de l'Inde, en particulier à Calcutta, Rauchi, Howrah, des incidents semblables se sont produits.*

Tananarive. *— Le camp militaire de Moramanga a été attaqué par une bande de plusieurs centaines d'individus armés de sagaies et de coupe-coupe. Selon les derniers renseignements, il y aurait une vingtaine de victimes, dont huit Européens. Le haut commissaire s'est rendu sur les lieux et, après avoir salué les victimes au nom du gouvernement, il a annoncé que des renforts militaires allaient arriver et que les coupables seraient impitoyablement poursuivis et châtiés.*

Salonique. *— Le général Delvoie, membre belge de la commission internationale qui enquête en Grèce, visite l'armée des partisans du général Marcos. On le voit ici au milieu d'un groupe de femmes-soldats.*

Centralia. *— Un grave accident vient de se produire dans une mine de charbon de l'Illinois. A la suite d'un coup de grisou, 112 mineurs sur les 142 qui se trouvaient à ce moment dans la mine ont trouvé la mort.*

LES GRÈVES DANS LA RUHR

Au moment même où les ministres des Affaires étrangères des quatre grandes puissances tentent d'élaborer, à Moscou, le statut politique et économique de la nouvelle Allemagne, des événements d'une gravité certaine viennent de se dérouler pour la première fois dans plusieurs villes du bassin de la Ruhr. Depuis le 27 mars des manifestations se sont déroulées à Cologne, Solingen, Hagen, Witten, Osnabruck, Essen et Dusseldorf. C'est dans cette dernière ville qu'elles ont été les plus sérieuses. Une foule, évaluée à cent mille personnes, précédée de pancartes sur lesquelles on pouvait lire : « Pas de ravitaillement, pas de travail », ou « Ne laissez pas nos enfants mourir de faim », s'est rassemblée dans le Hofgarten, au centre de la ville, tandis qu'une grève générale locale paralysait les entreprises industrielles et les services publics. Quelques incidents se sont produits. Des voitures britanniques ont été assaillies et renversées et l'une d'elles a été jetée dans un lac.

M. Fritz Stahl, président du Comité de coordination des syndicats de Dusseldorf a pris la parole pour déclarer : « Nous ne travaillerons plus si nous n'avons pas de ravitaillement. » Les jours suivants, des manifestations semblables ont eu lieu à Dortmund, Krefeld et Brunswick, où des jeunes gens ont brisé à coups de pierres les vitres de plusieurs locaux occupés par des services anglais, lapidé des motocyclistes et des policiers britanniques et incendié des automobiles. Enfin, le mouvement s'est étendu à toute la région sous la forme d'une grève générale des mineurs.

Tels sont les faits, qui ont provoqué à Londres une grosse émotion, mais dont il ne faudrait cependant pas s'exagérer la gravité. Les autorités britanniques locales signalent que les actes de violence ont été peu nombreux, bien que plus de 300.000 personnes aient pris part à ces manifestations.

Il reste à examiner les causes et les conséquences de ces sérieux incidents.

La principale cause invoquée est la crise du ravitaillement extrêmement aiguë qui sévit actuellement dans la Ruhr. La ration alimentaire quotidienne, qui primitivement fixée à 1.000 calories avait été ensuite portée à 1.500, n'est plus fournie depuis plusieurs mois et ne dépasse pas, dans la pratique, 700 à 800 calories. Le premier résultat de cet état de choses a été une diminution sensible de la production charbonnière, qui, de 70.000 tonnes par jour en août 1945, était passée à 180.000 tonnes en février 1946 et a depuis considérablement baissé. La crise alimentaire actuelle paraît due, à l'origine, moins à un véritable déficit de vivres en zone britannique qu'à une répartition défectueuse entre les zones agricoles et urbaines, phénomène connu dans presque toute l'Europe. Les difficultés de transport, les rigueurs de l'hiver et surtout le « patriotisme régional » de certaines autorités, qui se refusent à livrer leurs surplus agricoles, paraissent être les principales causes de cette situation.

Anglais et Allemands se reprochent mutuellement les fautes commises. M. William Asbury, commissaire régional pour la Westphalie du Nord, a déclaré que les fonctionnaires allemands chargés du ravitaillement portent la responsabilité de la disette. En effet, cette province n'ayant pas livré dans les délais prévus son contingent de viande et de matières grasses destiné à la Ruhr, ce sont les autorités britanniques qui ont dû se charger du transport de ces denrées.

Les éléments nazis ont-ils joué un rôle dans ces événements ? Si certains ont poussé la foule affamée à des actes de violence, il semble que leur action se soit surtout exercée dans les campagnes, où ils font pression sur les paysans pour les inciter à ne pas livrer leurs denrées.

Du côté allemand, les réactions sont un peu différentes. Au cours d'une réunion électorale qui s'est tenue à Oberhausen, à une quarantaine de kilomètres de Dusseldorf, le docteur Schumacher, tout en lançant un appel à l'ordre et à la discipline, a déclaré : « Il est temps de transférer aux Allemands le maximum de pouvoirs, afin qu'ils puissent forger eux-mêmes leur destin... il nous faut une autorité centrale aussi forte que possible. La victoire totale engage la responsabilité totale des vainqueurs. » On sent là, de toute évidence, un désir de rejeter sur l'occupant, en l'espèce les Anglais, les responsabilités

Un sous-officier britannique, pistolet au poing, se fraie un chemin à travers la foule des grévistes qui bloquent une voiture militaire anglaise.

« Nous avons faim », ont proclamé les manifestants à leur réunion massive de protestation, organisée dans le jardin public de Dusseldorf.

Au cours des troubles de Dusseldorf, une « Volkswagen » allemande de l'armée britannique fut renversée par la foule qui, après en avoir chassé les occupants, jeta le véhicule dans un lac du Hofgarten.

de la situation. Le déclin de la popularité britannique est probablement le résultat de la difficulté extrême que rencontre le relèvement de la production du charbon et des autres produits industriels. Une autre cause réside dans les réquisitions massives de maisons, faites par les Britanniques dans une région où il ne subsiste plus qu'un logement pour trois ou quatre familles. Il y a enfin le fait que la population de la Ruhr est convaincue que l'Europe ne pourra jamais se passer de ses mines et de ses usines. « Les mineurs de la Ruhr savent bien que l'Europe dépend d'eux », a affirmé récemment un dirigeant syndicaliste allemand.

On se trouve donc là en face d'une sorte de chantage, sans cependant méconnaître les véritables raisons de la diminution de la production. Celle-ci provient non seulement de la sous-alimentation des travailleurs, mais aussi de leur absentéisme, lequel à son tour découle de l'insuffisance du ravitaillement. L'ouvrier se voit, en effet, conduit à passer un ou deux jours par semaine à assurer une nourriture supplémentaire pour sa famille. Du reste, pourquoi travailler toute la semaine ? Avec deux ou trois journées de travail le mineur peut se procurer de quoi acheter toutes ses rations hebdomadaires, ou bien il peut vendre la moitié de sa ration de cigarettes (soixante par mois) pour une somme équivalente au salaire d'un mois de travail. En réalité, ce n'est pas de l'argent qu'il faudrait lui donner. Tant qu'il ne sera pas assuré que le charbon qu'il extraira de la mine lui vaudra un avantage sous forme de chaussures pour ses enfants ou d'ustensiles pour cuire ses aliments il sera peu incité à produire davantage.

Le problème de la dénazification se pose également en la circonstance. Si, d'une part, cette action est indispensable — et les incidents de ces derniers jours sont là pour le prouver — elle a forcément entraîné un appauvrissement des cadres des entreprises. C'est ainsi que dans une ville de la Ruhr le programme britannique de dénazification, bien que moins rigoureux que celui des Américains, n'a laissé en place que quatre-vingts techniciens sur mille deux cents.

La France est intéressée au premier chef à ce que le calme revienne dans la Ruhr et que la production reprenne à un rythme de plus en plus accéléré. Pour élever notre économie au niveau proposé par le plan Monnet, nous avons besoin annuellement de 30 millions de tonnes de charbon étranger. Et nous ne sommes pas les seuls. L'Italie, de son côté, en réclame 12 millions de tonnes. L'Europe occidentale et septentrionale, dans son ensemble, demande avec insistance 70 millions de tonnes de charbon par an, de quelque source que ce soit. Or, avant la guerre, la Ruhr en produisait 128 millions, soit plus du dixième de la production mondiale. C'est donc là une région d'une importance capitale pour l'avenir économique et par conséquent politique de l'Europe.

C'est ce qui ressort du mémorandum sur le futur régime économique de la Ruhr publié le 1er février par le gouvernement français. On y lit « qu'il considère comme essentiel, sans préjudice des contrôles généraux institués sur l'ensemble du territoire allemand, que les mines et les industries de la Ruhr soient placées sous un régime spécial établissant sur ces mines et ces industries un contrôle international, l'objet de ce régime étant :

a) De limiter au chiffre convenu par les puissances la production des usines métallurgiques et chimiques ;

b) De développer dans toute la mesure du possible l'exploitation des mines de charbon de la Ruhr et d'assurer la répartition de cette production conformément aux besoins de l'industrie européenne.

H. Chéret.

A Cologne, où sévit aussi une crise alimentaire aiguë, 80.000 travailleurs demandent l'amélioration immédiate du ravitaillement. On voit ici le préfet de police s'entretenant avec un groupe de manifestants.

AUTOUR DE LA MÉDITERRANÉE

AU PAYS DE L'INQUIÉTUDE

par notre envoyé spécial GUILLAUME ROUSSEL

C'est un extraordinaire destin que celui de cette Espagne qui depuis plus d'un siècle pose à l'Europe des problèmes constamment renouvelés et dont l'actualité ne cesse jamais d'être brûlante. Elle a attiré tous les courants qui se développaient dans le monde. Ils se sont heurtés violemment et puis se sont neutralisés. C'est à ce phénomène de physique politique que l'on doit l'invraisemblable survivance du régime phalangiste du général Franco.

Entre d'innombrables adversaires, le Caudillo poursuit sa carrière. Il vient de l'assurer encore par sa proclamation du 31 mars : la monarchie sera concédée à l'Espagne par Franco lui-même, suivant une procédure qui assure une durée indéterminée à son régime. Cette proclamation ne recueille que protestations : elle augmente l'opposition, réussira-t-elle à l'unir ? Le problème espagnol reste donc posé comme a pu le faire récemment notre envoyé spécial.

Les grandes portes de bronze du palais des Cortès.

A PEINE les Pyrénées franchies on trouve la zone que nous appellerons celle du « cordon sanitaire » pour reprendre une formule diplomatique très ancienne, mais française. C'est Thiers qui l'inventa en 1833, au moment de l'insurrection carliste pour justifier auprès des puissances européennes le rassemblement de troupes tout le long de la frontière. Et à cette époque on interpréta ces mesures militaires comme le prélude à une intervention française en Espagne. Il en est de même aujourd'hui, mais la situation est renversée : le « cordon sanitaire » est au delà des Pyrénées, où il a été établi pour faire face à une invasion possible sinon probable venue de France. Le slogan le plus souvent répandu par la propagande franquiste est le suivant : des bandes armées, à la solde d'une organisation internationale, entraînées sur le territoire français, seraient prêtes à passer à l'action et à rejeter l'Espagne dans la guerre civile. C'est pour cette raison — et uniquement, dit-on — que de nombreuses divisions montent la garde à la frontière pour empêcher l'infiltration des « perturbateurs ». Ceux-ci, franchissant les limites territoriales par une belle nuit sans lune, seraient capables de se porter par surprise en quelques points et de démontrer, seulement par des succès locaux, la vitalité et la résolution des forces d'opposition. Ils pourraient donner la main aux groupes armés « bandoleros », qui existent çà et là, sur lesquels, il faut se hâter de le dire, le peuple espagnol tout entier ne compte nullement pour redresser la situation.

Le gouvernement franquiste voudrait entretenir dans le pays l'inquiétude, mais, si dans l'ensemble tous les Espagnols redoutent une nouvelle guerre civile, on se refuse à admettre que la France puisse entreprendre une action offensive quelconque contre le régime actuel. Notre pays a toujours été la terre d'asile pour les révolutionnaires ibériques blancs ou rouges et la francophobie n'est pas une maladie de la Péninsule. Tout au plus pourrait-on en trouver quelques traces parmi la Phalange et ses sympathisants. La fermeture de la frontière a été jugée comme un geste maladroit desservant plus encore nos amis que nos ennemis et cet acte isole moralement ce pays peu stable par définition.

L'Espagne n'a qu'une grande voisine, avec laquelle elle est en contact : la France, et c'est le seul pays avec lequel elle ne puisse s'entendre. C'est le lot des Etats qui se touchent, d'être en éternelles querelles. L'armée franquiste monte la garde sur les Pyrénées où vient finir l'Europe, cette Europe que gagne la « peste rouge ».

Il fallait analyser cette inquiétude qui imprégnait mes conversations, mes visites, mes

A l'école d'état-major, le général Franco s'adresse aux jeunes officiers de la nouvelle promotion.

La relève devant le ministère de la Guerre.

passages à travers villages ou villes. On s'habitue vite à cette « insolence espagnole » qui traite de haut toutes les affaires publiques et même les questions catholiques. Derrière le verbe superbe, il faut trouver ce qui se cache d'intelligence ou de faiblesse.

Des hommes qui m'ont parlé — de tous les milieux — voici les témoignages douloureux.

« Ils sont nombreux les enquêteurs, journalistes ou autres, qui, venus ici nous observer et étudier « la fameuse question espagnole », s'en vont très fiers d'avoir découvert que nous ne voulons plus de guerre civile, que nous rendons grâces au Caudillo de nous avoir préservés de la guerre, que nous accepterons n'importe quel régime excepté celui de Moscou et que notre économie passe entre les mains du capitalisme anglo-saxon. Si c'est cela que vous apportez ici, vous pourrez très vite constater que cela est vraisemblable et qu'à force de nous le dire, de nous le répéter nous finirons probablement par y croire nous-mêmes.

» Mais vous êtes français et vous devriez pouvoir nous comprendre : il y a autre chose. L'Espagne est à l'avant-garde de la décadence européenne; nous précédons le continent dans une marche irréversible. Nous avons été les premiers à connaître les guerres civiles. Nous continuons à mourir parce que nous ne vivons plus que de notre passé et votre pays, la France, entre dans la voie douloureuse que nous suivons depuis un siècle. Il faut que vous veniez voir ici comment mourra votre civilisation. »

L'Espagne est plongée dans une sorte de torpeur intellectuelle. L'art et la littérature, les deux expressions de sa civilisation, sont absents aujourd'hui et les admirables feux de la dernière génération sont éteints.

L'ami qui me parlait de cette situation, un intellectuel soumis à un régime sévère de surveillance, a ajouté tristement : « Ne croyez pas que le régime des trois censures soit la cause de cet effroyable silence, car nous avons ici trois censures qui se croisent et s'appuient mutuellement, une, sotte et ridicule, qui est militaire, une autre puérile, la civile, et enfin une dernière, qui stérilise tout : la catholique. Notre révolte n'est pas nourricière, elle ne nous inspire plus. »

La guerre civile a porté un coup terrible à l'élite espagnole. En même temps que le grand auteur Lorca, ont disparu les jeunes espoirs qui entraient dans la vie. Mais le régime des libérés politiques, instauré par la Phalange, a été encore plus néfaste. Après une détention ou un internement plus ou moins long, tous les « libérés politiques » — et il faut entendre par là tous ceux qui ont eu une attitude tant soit peu favorable aux idées républicaines — se trouvent placés sous le régime de « liberté conditionnelle » dont le gouvernement ne manque pas de faire grand cas pour affirmer son libéralisme et sa générosité. Cette « liberté conditionnelle » comporte l'obligation de se présenter régulièrement au contrôle de la police et l'interdiction absolue de quitter la ville fixée comme résidence sans autorisation. Les libérés conditionnels ont le droit de travailler, mais n'ont pas celui d'exercer leur profession, ce qui oblige la plupart des intellectuels à s'employer comme manœuvres. Aussi leur sort est-il misérable.

Mais il y a plus : l'épuration en Espagne n'est pas un vain mot. Presque tous les fonctionnaires de valeur ont été renvoyés, certains emprisonnés; ils étaient républicains ou avaient servi la République. Ils sont tous mis « en surveillance ». Le personnel nouveau est inférieur à sa tâche; et pour certains postes techniques, cela était tellement apparent et dangereux qu'il a bien fallu faire appel aux anciens cadres. Cette réintégration a évidemment été annoncée comme une preuve du libéralisme du gouvernement.

Pour conclure il semble bien que le sentiment le plus répandu en Espagne soit une inquiétude sans espoir, que l'on sent partout, qui a pénétré dans tous les esprits. Ce sentiment collectif est peut-être en fait inspiré par les souvenirs de la guerre civile, par l'incertitude du lendemain, par une extraordinaire méfiance des uns envers les autres. La disparition de la génération éblouissante des écrivains a plongé le pays dans une sorte de torpeur. Enfin l'administration espagnole a perdu avec ses cadres sa fonction régulatrice. Il n'y a plus d'élite pour diriger ce pays, à la suite de l' « écrémage » qui y a été fait.

C'est dans ce climat d'inquiétude, profitant de la régression intellectuelle et morale que la dictature policière, cléricale et militaire du Caudillo a dressé sa puissante organisation.

Le cérémonial catholique est toujours scrupuleusement observé : c'est une véritable procession qui va porter l'extrême-onction à un mourant.

L'Etat espagnol n'est ni une monarchie, ni une république, ni un régime corporatif : c'est un Etat. Nous avons connu un système qui paraît en avoir été une réplique : c'est celui de Vichy. Pétain avait été séduit par les dictatures ibériques de Salazar et de Franco.

L'Etat espagnol est dirigé par le Caudillo, « el Jefe del Estato » irresponsable, et plein de sagesse. On va même plus loin, tout le monde répète en Espagne que Franco est « inspiré ». Cette « inspiration » justifie l'attachement que les populations portent à leur Caudillo. On cite couramment, dans tous les milieux, souvent pour en rire, des exemples de « décisions divines » dictées à Franco après de longues heures de méditation et de prières dans la chapelle de ce palais du Prado où le dictateur vit dans un isolement théâtral. J'ai vu de petites gens, violemment hostiles au régime, hocher la tête en parlant de Franco : cet homme que tout le monde condamne reçoit les ambassadeurs des grandes puissances, il est l'ami du pape, il sera peut-être demain celui de Staline. Car la propagande ne perd pas ses droits.

Comme dans toute dictature la police est force majeure. En Espagne la police est celle qui a été établie à la fin de la guerre civile, dont elle exploite et entretient les passions dans ce pays latin où les querelles de famille ou de village sont d'origine lointaine et toujours vivaces. Les dénonciations habilement sollicitées permettent de dissocier, de prévenir et surtout d'avilir. Cette police s'insinue partout, débonnaire souvent, brutale parfois, quand il le faut provocatrice, toujours perfide. Le secret de la correspondance n'existe pas en Espagne : la police lit tout. Cet élément du régime est le plus taré, le plus corrompu, mais aussi le moins sûr.

L'Espagne n'est pas gouvernée, mais exploitée par les trois parties prenantes du régime, à des titres un peu différents et avec plus ou moins de cynisme : la Phalange, l'armée, le clergé.

La Phalange est le nom donné au parti de Franco, qui a gagné la guerre civile, qui a seul une existence légale. C'est par la toute-puissance de la Phalange, par son obéissance à son chef, par sa mystique inspirée des dictatures italiennes ou allemandes que l'Espagne a fait son entrée dans l'ordre nouveau et la communauté européenne. Mais le parti a bien évolué; en fait même, mais sur le papier seulement, il n'est plus le seul parti officiel. Le ministère de la Phalange a été frappé de dissolution. Si officiellement la Phalange a perdu ses pouvoirs, elle est en fait une sorte d'association secrète qui se partage les fonctions, qui distribue à ses membres les autorisations nécessaires à toute activité lucrative, qui exclut les douteux et ruine les opposants. Elle n'éduque plus ses cadres, comme elle l'avait fait au début, mais elle recrute des agents à qui elle fait partager les avantages que seule elle peut accorder..

La seconde partie prenante est l'armée : elle absorbe d'abord la moitié des dépenses de l'Etat. Les officiers et sous-officiers perçoivent maintenant des soldes et indemnités beaucoup plus substantielles qu'à l'époque de la monarchie ou de la république. Il y a mieux : les membres de leur famille peuvent s'approvisionner abondamment dans les coopératives militaires aux prix de la taxe.

L'administration tant civile que militaire est un organisme gangrené. Tout est pour elle prétexte à trafic, et en particulier le ravitaillement vendu par les coopératives. Si l'on interroge un fonctionnaire, il vous répondra que la vie est chère et que les traitements insuffisants ne lui permettent pas une vie décente.

La rareté des pneus plus encore que le ravitaillement en carburant rend la circulation automobile malaisée et coûteuse.

Je me suis laissé dire que sur 55.000 véhicules de la classe tourisme immatriculés officiellement, plus de 30.000 sont réservés à l'armée ou aux « services officiels », absorbant ainsi 80 % de l'essence importée.

L'infant Don Juan, prétendant au trône d'Espagne, et son épouse, l'infante Mercédès.

On se fait d'ailleurs si peu d'illusion dans le public sur l'utilisation intensive de ces magnifiques voitures de luxe qui doublent les grappes humaines accrochées aux vieux trams de Madrid qu'on a coutume de traduire l'abréviation de l'immatriculation militaire P. M. M. par *Para mi mujer* (pour ma femme!).

Pendant ce temps, le plus gravement du monde, on a pris soin de préciser aux usagers les sérieuses raisons qui ont déterminé les pouvoirs publics à suspendre jusqu'à ces derniers mois le trafic de l'unique ligne d'autobus de la capitale, tandis que de nombreux taxis devaient recourir à l'équipement du gazogène.

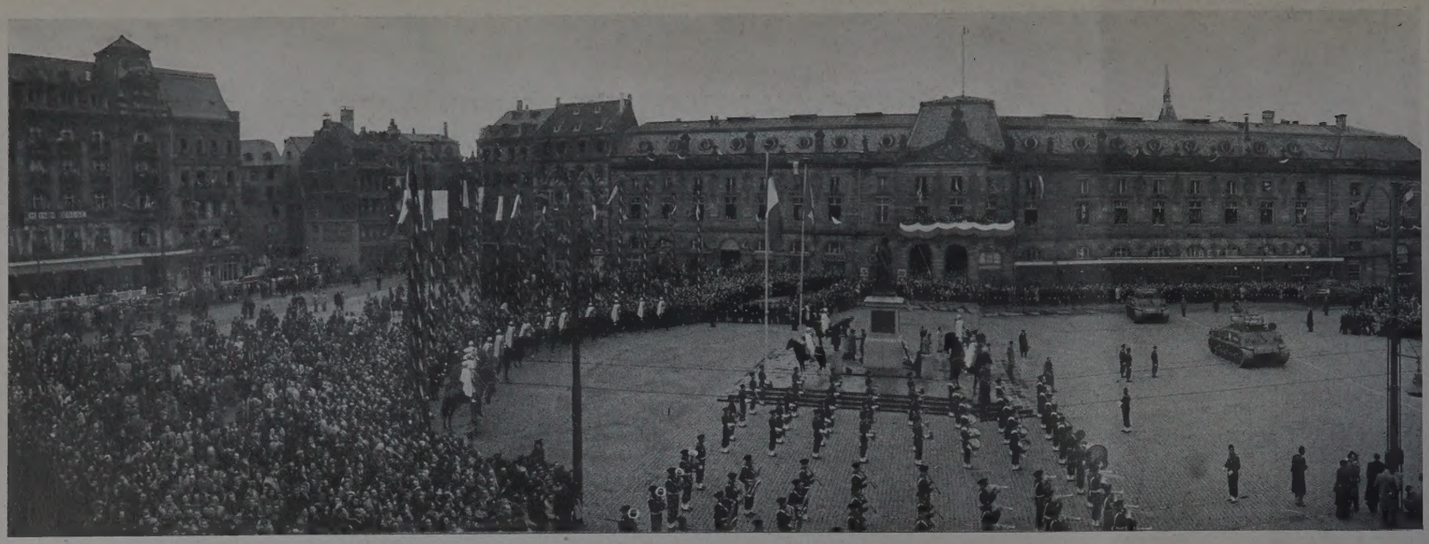
Enfin, il reste le clergé, dont l'influence est toujours aussi grande au delà des Pyrénées. Le régime franquiste est essentiellement catholique : le clergé, à quelques exceptions près, est associé à toutes les manifestations officielles. Le haut clergé, en partie renouvelé, a donné son adhésion au Caudillo : le bas clergé, qui a les qualités et les défauts du milieu paysan dans lequel il se recrute aujourd'hui et non dans la bourgeoisie comme autrefois, est très âpre au gain et assez satisfait des avantages qu'il retire de la dictature. Les couvents, eux, sont très attachés à l'ordre franquiste : ils savent qu'ils ont tout à perdre si une nouvelle guerre civile éclatait, et la république leur inspire de vives craintes quant à leurs biens. Mentionnons qu'en Espagne le clergé et ses affaires se séparent de la religion : l'Espagnol est, en effet, catholique à sa manière, qui est très particulière. Il considère les questions religieuses comme des questions personnelles qui restent en dehors de la vie politique et sociale.

Les membres de la Phalange, de l'armée, du clergé et de la police vivent bien, jouissent du pouvoir et de ses avantages, certains s'enrichissent. Le reste de la population vit très mal.

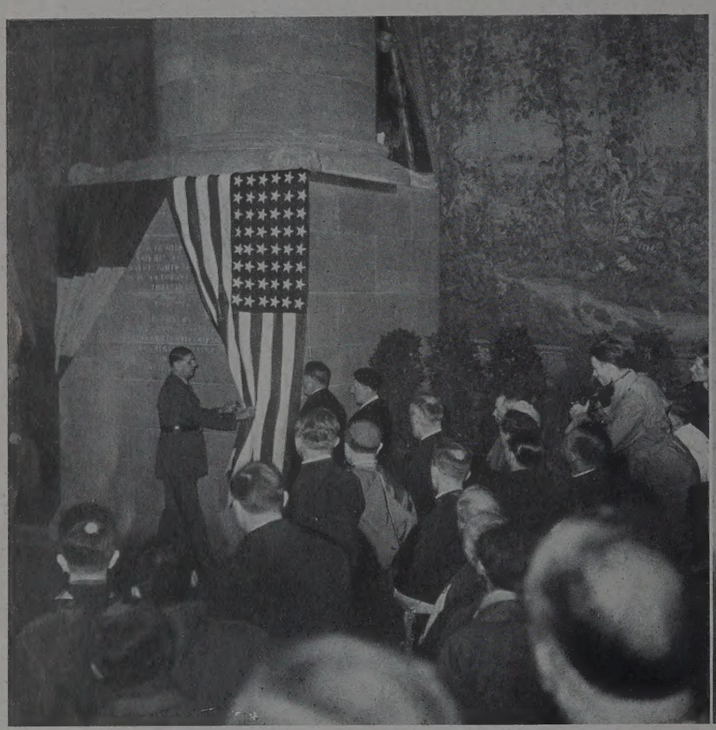
(A suivre.)

Photographies N. Y. T., U. P., Keystone.

Les enfants du prétendant, Doña Maria Luisa et Don Juan.



Place Kléber, où les spahis montent la garde d'honneur autour de la statue du chef de l'armée de Sambre-et-Meuse, les blindés clôturent le défilé militaire.



A la cathédrale est découverte la plaque dédiée au sacrifice américain.

Par les rues toutes pavoisées, le cortège officiel se rend place Kléber.

M. Jefferson Caffery et le général de Gaulle sortent de la cathédrale.

Après le défilé, le général de Gaulle célèbre l'amitié franco-américaine.

LES DEUX JOURNÉES DE STRASBOURG

Deux ans après sa libération totale et définitive du joug allemand, Strasbourg a célébré l'anniversaire de sa délivrance.

Le dimanche eurent lieu à la cathédrale un service présidé par Mgr Weber et la pose d'une plaque qui perpétuera le souvenir des six mille officiers et soldats américains tombés sur le sol d'Alsace.

Puis, à pied, les autorités gagnèrent la place Kléber pour assister au défilé des troupes. M. Jefferson Caffery exprima sa gratitude à la ville de Strasbourg pour l'accueil fait au représentant du peuple américain. Le général de Gaulle exalta la similitude d'idéal des deux peuples et déclara : « S'il devait par malheur arriver jamais qu'une tyrannie nouvelle vînt menacer tout ou partie de l'univers, nous sommes d'avance certains que les Etats-Unis et la France seraient d'accord pour s'y opposer. »

C'est le lundi que le général de Gaulle prononça le discours politique attendu depuis Bruneval. Du balcon de l'hôtel de ville il s'est adressé aux soixante mille personnes massées sur le Broglie. Après avoir rappelé comment la Constitution, « acceptée par neuf millions d'électeurs, refusée par huit millions, ignorée par huit millions », est entrée en vigueur, il a tiré la conclusion « que la nation n'a pas pour la guider un Etat dont la cohésion, l'efficience, l'autorité soient à la hauteur des problèmes qui se dressent devant elle ».

Le problème de l'Union française fut ensuite abordé par le général de Gaulle, qui conclut : « Il est temps que se forme et s'organise le rassemblement du peuple français, qui, dans le cadre des lois, va promouvoir et faire triompher, par-dessus les différences des opinions, le grand effort de salut commun et la réforme profonde de l'Etat. Ainsi, dans l'accord des actes et des volontés la République française construira la France nouvelle. »

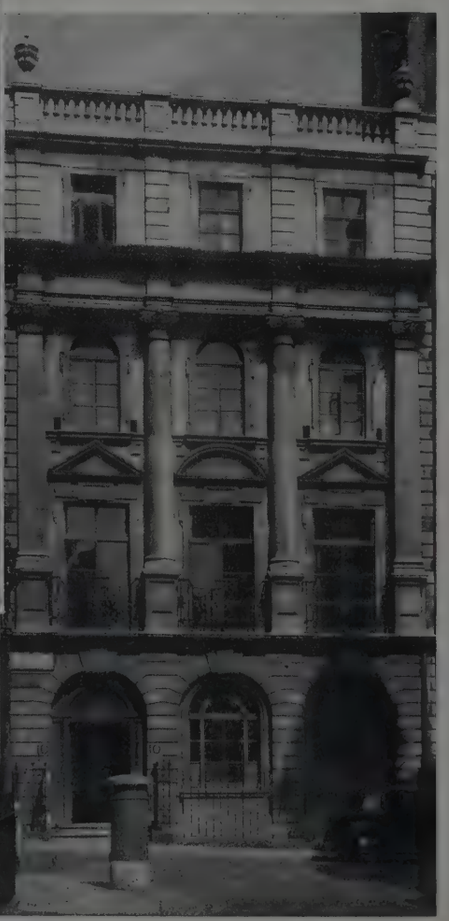
Après avoir déposé une gerbe devant le monument aux Morts, le général de Gaulle a prononcé, du balcon de l'hôtel de ville, un discours politique devant une foule attentive massée sur la place Broglie.

Reportage *France-Illustration*. Photographies H. Parnotte.

De haut en bas, *les trois premiers chargés de mission : Maurice Duclos, dit Saint-Jacques, les colonels Renaud, dit Rémy, et Fourcaud. Puis les clandestins de la bataille de l'Atlantique : Bernard Anquetil, dit Lhermite, Alphonse Tanguy, dit Alex, et le lieutenant de vaisseau Philippon, dit Hilarion.*

Le 14 juillet 1940 le général de Gaulle passe en revue, à Londres, devant une foule immense et enthousiaste, un premier contingent des Forces françaises libres, formé de volontaires de l'expédition de Norvège.

A gauche, *Saint Stephens House, sur l'Embankment, à Londres, où naquit la France libre ;* ci-dessous, *le n° 10, Duke Street, Saint James, siège du Bureau central de résistance et d'action (B. C. R. A.).*



LA GUERRE CLANDESTINE SOUS L'OCCUPATION

LES RÉSEAUX FRANÇAIS

par RÉMY

En ce premier jour de fête nationale après les honteux armistices, tandis qu'à Vichy un « très vieux maréchal », dont la gloire remise à neuf allait abuser pendant si longtemps tant de bons Français, commençait à organiser la défaite, *sa* défaite, à ses yeux nécessaire pour la réhabilitation d'une France pécheresse et qui devait d'abord subir son expiation, le général de Gaulle, à Londres, passait en revue les premiers volontaires de ces Forces Françaises Libres qui venaient de recevoir leur nom.

Une foule immense s'était massée depuis le Cénotaphe, dans Whitehall, jusqu'à la statue du maréchal Foch, sur tout le parcours du maigre défilé de cette poignée d'hommes, représentatifs des trois armes françaises et dont un sceptique eût pu dire qu'ils ne représentaient rien d'autre qu'eux-mêmes. Cependant, le peuple britannique ne s'y trompait pas : en acclamant, dans un délire d'enthousiasme dont sa capitale avait connu peu d'exemples, ces quelques centaines d'hommes qui défilaient la tête haute, il ne saluait pas seulement des hommes braves, des patriotes qui avaient refusé de s'incliner devant le diktat d'Hitler et qui, en aucune façon, ne faisaient figure de *desperados* ; il criait sa joie, sa confiance et sa reconnaissance à la France, la vraie, la seule, la noble, l'éternelle, qui manifestait à travers ses enfants, ici rassemblés par une même foi, dans un même idéal et sous un même chef, sa volonté de continuer la lutte au côté de son alliée.

L'histoire dira l'importance suprême qu'il y avait à ce que nul, homme ou nation, ne puisse jamais soutenir que la France s'était retirée, fût-ce l'espace d'un jour, d'une guerre qu'elle avait pris librement l'engagement de mener contre un ennemi commun. Le général de Gaulle avait eu raison de s'écrier, au soir du 13 juillet 1940, à cette radio qui, pendant quatre ans, allait être pour les Français, par-dessus la mer, cette source inépuisable d'inspiration, d'énergie et d'encouragement qu'était sa grande voix :

« ... Eh bien, puisque ceux qui avaient le devoir de manier l'épée de la France l'ont laissé tomber, brisée, moi j'ai ramassé le tronçon du glaive. Je suis en mesure d'annoncer qu'il existe déjà sous mes ordres une force militaire appréciable, capable de combattre à tout instant sur terre, dans les airs et sur mer. J'ajoute que cette force augmente tous les jours et je veux que l'on sache de quelle magnifique qualité est la jeunesse française qui accourt s'y engager. Il n'y a pas à douter une seconde que cette force ira en croissant au fur et à mesure de la guerre... Français ! sachez-le, vous avez encore une armée de combat.

» Si donc le 14 juillet 1940 est un jour de deuil pour la patrie, ce doit être, en même temps, une journée de sourde espérance. Oui, la victoire sera remportée ! *Et elle le sera, j'en réponds, avec le concours des armes de la France* ! »

Il fallait que cette parole fût dite : on sait qu'elle a été tenue.

NAISSANCE DU B. C. R. A.

L'appui que la *France libre* venait apporter à notre alliée n'était pas aussi négligeable que ses méprisants détracteurs de Vichy voulaient bien le laisser entendre. Son comité jetait dans la bataille ses forces et son matériel de terre, de mer et de l'air, les puissantes ressources stratégiques et économiques des colonies de l'Empire français, qui venaient nombreuses déclarer leur volonté de mener le bon combat. Elle disposait enfin d'une carte maîtresse : le sol même de la patrie, envahi par l'ennemi pour plus de la moitié de son territoire, régi par les serviteurs de l'ennemi pour l'autre moitié. Sur ce sol, on le savait, des dizaines de milliers de patriotes qui représentaient la France asservie attendaient le *contact* avec la *France libre* afin de pouvoir engager efficacement la lutte contre l'envahisseur.

Le programme, simple dans ses grandes lignes, était terriblement complexe et ardu dans son application pratique. Il s'agissait, avant toute chose, de renseigner d'extrême urgence l'état-major allié sur les dispositions prises fébrilement par la Wehrmacht en vue de l'invasion de la Grande-Bretagne. Il était indispensable de tout faire, sans délai, pour que celle-ci, dernière forteresse à tenir tête à l'Allemagne, demeurât inviolée. De son territoire, gigantesque porte-avions à l'ancre, devaient un jour décoller les formidables escadres aériennes qui écraseraient l'une après l'autre les villes allemandes et les objectifs ennemis. Cette grande île deviendrait ensuite la plate-forme d'où s'élanceraient les armées alliées à la libération de l'Europe.

La menace d'invasion étant presque écartée, un autre danger surgirait à coup sûr : comme il y avait presque réussi au cours de la guerre de 1914-1918 avec des sous-marins pourtant bien inférieurs aux modèles d'aujourd'hui, obligés à l'époque de partir de bases lointaines et par des routes difficiles, le Reich ne manquerait pas de tenter d'étrangler l'Angleterre en livrant une lutte à mort contre les convois qui, venant du continent américain, lui apportaient la nourriture, les armes, les munitions, et viendraient un jour chargés de troupes. Il fallait à tout prix contrecarrer les desseins de l'ennemi en plaçant des observateurs compétents dans toutes les bases navales françaises contrôlées par la Kriegsmarine.

La bataille d'Angleterre et la bataille de l'Atlantique étant gagnées, il fallait détraquer par le sabotage les rouages français de la machine de guerre allemande. Il fallait aussi, avec toute la circonspection commandée par les circonstances, préparer méthodiquement l'*insurrection nationale*, qui, selon le mot historique du général de Gaulle, *ne pouvait pas être séparée de la libération nationale.* Le peuple français, à qui sa confiance séculaire dans ses destinées, sapée par tant d'officiels et d'officieux, serait rendue en même temps que sa légitime fierté, se devait de recevoir ses libérateurs non pas comme un esclave humilié dont on vient de briser les chaînes, mais la tête droite, comme un camarade de combat qui, s'il fut malheureux, n'avait jamais cessé de travailler à la victoire commune.

A la fin du mois de juin 1940 je frappai à la porte d'un bureau du quartier général des Forces Françaises Libres, à Saint Stephens House. On me cria d'entrer. Je me trouvai dans une petite pièce, sommairement meublée d'une longue table de bois blanc et de quelques chaises. L'officier qui m'accueillit paraissait avoir trente ans. Il était précocement chauve. Son visage rose et poupin contrastait avec la froideur de ses yeux très bleus qui me fixaient tandis que je lui exprimais mon désir d'être envoyé en mission en France. C'était le capitaine Dewavrin, qui venait de participer aux combats de Narvik, où il s'était brillamment conduit. Il allait devenir le fameux *colonel Passy* ayant, à l'instar de ses camarades de l'expédition de Norvège qui venaient de se rallier au général de Gaulle, adopté pour pseudonyme une station de métro parisienne. Comme il s'était présenté au général, celui-ci avait décidé : « Vous serez chef de mon deuxième et troisième bureau. » Deuxième bureau : renseignements ; troisième bureau : opérations. Le plan d'action était d'ores et déjà tracé.

On a beaucoup dit et médit du colonel Passy. Je ne répondrai qu'une chose à ses détracteurs : la plupart de ses camarades de combat, du combat de la première heure qui était bien celle du choix décisif, lui ont constamment gardé leur affection, leur estime, leur admiration et leur respect. Les goûts du colonel Passy l'entraînaient à se porter volontaire pour organiser, en France, les réseaux de renseignements (il y a accompli, en 1943, dans les circonstances les plus périlleuses, une mission d'une suprême importance). Je puis dire, en ayant été le témoin, que seul son esprit de discipline a pu l'obliger à demeurer à Londres où sa présence était indispensable. Il a été le principal architecte de ce B. C. R. A. (bureau de contre-espionnage, de renseignements et d'action) qui n'allait recevoir cette appellation que plusieurs mois après sa création. Cet organisme ne devait pas attendre d'avoir un nom pour porter à l'ennemi les coups les plus redoutables.

LES PREMIÈRES MISSIONS EN FRANCE

Pour estimer à son juste prix ce que représentait le B. C. R. A. aux yeux des Alliés, il faut se souvenir des conditions de notre défaite militaire qui avait, par son étendue et sa rapidité, déjoué tous les pronostics ; de la position brusquement adoptée

par le maréchal Pétain et le général Weygand, du désarroi qu'elle avait provoqué dans l'esprit de tant d'officiers ; de l'espèce de torpeur qui s'était emparée du peuple français devant l'immensité, soudainement révélée, du désastre qui l'accablait. Je ne crois pas m'avancer en disant que nos Alliés n'avaient pu, tant l'évacuation de notre territoire avait été précipitée, procéder en France à aucune sérieuse « mise en place » d'agents secrets qu'ils auraient laissés derrière eux.

C'est en tout cas l'impression que je retirai de mes premiers entretiens avec un officier de ce mystérieux Intelligence Service dont le nom se parait à mes yeux de tant de romanesque. Je lui fus présenté par le capitaine Passy dans un petit bureau des environs de Trafalgar Square. X... était revêtu d'un uniforme de la Royal Navy. Il m'offrit une cigarette. Le cœur me battait : allais-je satisfaire à son redoutable examen ?

Il me demanda quel était le type de renseignements que je pensais être à même d'obtenir. Je lui répondis que je n'en savais rien. Pouvais-je dire au moins comment je comptais opérer pour rechercher des informations quelconques ? Non, j'en étais incapable.

Et pourtant je fus envoyé en mission ! Je suppose donc que, leur sincérité ayant été vérifiée, l'Intelligence Service — qui travaillait la main dans la main avec le futur B. C. R. A. — ne pouvait s'offrir le luxe de se montrer difficile sur le choix des agents qui allaient être lancés dans l'inconnu.

Le temps pressait tellement que, sauf le code, nous ne reçûmes aucune instruction technique. Le premier à partir fut Mansion, suivi de près par Maurice Duclos, dit *Saint-Jacques*. Celui-ci fut débarqué dans un canot en caoutchouc, peu avant l'aube du 4 août 1940, à trois milles de la côte française devant Luc-sur-Mer, dans le Calvados, là même où, le 6 juin 1944, l'immense armada des Alliés allait se jeter à l'assaut de la « forteresse européenne ». Saint-Jacques était accompagné d'un camarade qui ne devait jouer par la suite aucun rôle dans l'organisation de nos réseaux. Les deux hommes, après avoir gagné la côte, se cachèrent dans une anfractuosité de la falaise en attendant le jour. Peu après que celui-ci se fut levé, Saint-Jacques (qui entendait les Allemands d'un corps de garde rire et plaisanter à quelques mètres au-dessus de sa tête) perçut le bruit de pas d'un groupe qui paraissait assez nombreux et qui venait sur la plage. Comme il se préparait à défendre chèrement sa vie (la seule arme qu'il possédait était un couteau à cran d'arrêt), il reconnut des pêcheurs qui se livraient à la recherche des coquillages dans les rochers. Ce fait lui apprit que la circulation sur la plage était autorisée, et qu'il se trouvait encore des civils sur la côte. *L'absence de renseignements était telle à Londres (six semaines après l'armistice) qu'on avait été incapable de lui donner aucune indication sur ces deux points essentiels à la réussite de sa mission !*

Je partis le troisième, à la mi-août 1940, mais dans des conditions beaucoup plus sûres et confortables. Un magnifique hydravion *Sunderland* me déposa devant Lisbonne par un éclatant après-midi d'été avec, en poche, un passeport régulier qui me donnait le droit de rentrer en zone dite libre via Madrid. Le capitaine de chasseurs Pierre Fourcaud, dont le nom est devenu chez nous le symbole du plus pur héroïsme (il est aujourd'hui le colonel Fourcaud), arriva au Portugal quelques jours après moi. Par l'effet d'une fortune extraordinaire, ces quatre mousquetaires de la *France libre* devaient se retrouver vivants, à Paris, après la Libération. Saint-Jacques s'était brisé une jambe au cours d'un parachutage et avait été incarcéré dans un hôpital militaire placé sous la dépendance de Vichy. Son astuce lui permit de se faire libérer. Fourcaud devait faire une plus longue connaissance avec les geôles du même Vichy, à Clermont-Ferrand et autres lieux. Ayant réussi à s'évader (c'est un Latude-né), puis à regagner l'Angleterre, il repartait bientôt en mission sous le pseudonyme de *Sphère* pour organiser les maquis. Capturé par la Gestapo, il sautait par une fenêtre. Blessé grièvement de deux balles dans la tête, transporté dans un hôpital sévèrement gardé, il *faisait le mur* la nuit d'après, entraînant à sa suite plusieurs camarades de détention auxquels, à peine la porte s'était-elle refermée sur lui, il avait dit : « Alors... on s'évade ? » Il a conservé de cette aventure les deux balles ennemies qui sont toujours en place dans sa tête. Mansion ni moi n'avons jamais eu l'honneur de connaître la prison. J'ignore quelle était, en ce mois d'août 1940, la compétence de Mansion (que je n'ai rencontré que beaucoup plus tard). Fourcaud et Saint-Jacques, tous deux officiers de réserve, possédaient sûrement quelques rudiments militaires. Pour ma part, je ne savais rien.

CRÉATION DES RÉSEAUX DE RENSEIGNEMENTS

Notre tâche n'était, en aucune façon, comparable à celle qui attend d'ordinaire un officier du deuxième bureau. La mission de celui-ci porte, le plus souvent, sur un point très précis et limité. La nôtre était d'obtenir le plus grand nombre possible d'informations sur tous les sujets, dans le minimum de temps. L'officier de renseignements travaille d'habitude à l'étranger. Nous nous trouvions portés sur le sol natal, au milieu de Français. Nous n'avions pas à soudoyer des informateurs, à payer des indicateurs, encore moins à employer des agents doubles. Comme l'ennemi ne pouvait, dans nos ports, nos arsenaux, nos chemins de fer, nos usines, nos grandes entreprises industrielles ou commerciales, se passer des Français qui les animaient, il nous suffisait de trouver, dans le cœur de ces organismes, un patriote de bonne volonté, d'une volonté qui ne risquerait pas de s'effriter devant la perspective de l'arrestation, de la torture et de la mort, pour recevoir de sa part une masse de renseignements telle que le plus extraordinaire des « capitaine Benoît » n'eût jamais espéré en obtenir de semblable. Mais, et c'était là le revers de la médaille, nous ignorions tout de ces Français que nous n'avions pas vus depuis les jours (qui nous paraissaient déjà si lointains) où la défaite n'avait pas encore été consommée, où la lie de l'armistice n'avait pas encore été bue. Parmi nos amis de la veille, il en était combien qui s'étaient montrés insensibles à une propagande dont un illustre vieillard, couvert d'étoiles, devenu le prétendu symbole des vertus traditionnelles de la race, se faisait le chevrotant, mais si convaincant haut-parleur ? Où trouver ces amis ? Comment séparer le bon grain de l'ivraie ?

Et, cependant, *il fallait aller vite*. Si les Allemands, comme tout portait à le croire, déclenchaient leur tentative d'invasion contre la Grande-Bretagne, ce serait à coup sûr avant l'automne, avant que la traversée de la Manche devînt trop risquée pour des chalands faits pour glisser sur les eaux calmes de paisibles canaux. Pour aller vite, il fallait persuader en un tournemain de travailler à nos côtés ces Français que nous ne connaissions plus. D'où la nécessité de nous livrer quotidiennement, de livrer souvent plusieurs fois par jour le secret de notre mission. « Je viens d'Angleterre... je suis envoyé en mission par le général de Gaulle... » C'était là notre entrée en matière, prononcée furtivement, de bouche à oreille, tandis que nous entraînions par le bras l'ami sur qui nous pensions pouvoir compter. Combien de fois avons-nous usé de cet exorde, qui nous paraissait magique et décisif, que nous nous répétions à nous-mêmes à mi-voix, afin d'y trouver la source et le renouvellement de notre énergie, mais qui suscitait souvent chez notre interlocuteur une exclamation de surprise, un regard effrayé, une moue réprobatrice ou même un haut-le-corps ? S'il refusait de « travailler », nous lui demandions le secret, un secret qu'il nous promettait, mais dont nous ignorions — le Français étant né bavard, et cette fin d'année 1940 étant bien trouble — s'il serait vraiment gardé. Si l'ami acceptait, tout en modérant son enthousiasme, qui pouvait l'entraîner à des imprudences, on étudiait avec lui ses possibilités : « Si vous ne pouvez nous donner vous-même des renseignements, avez-vous des amis sûrs, et bien placés ? — Placés où ? — N'importe où, tout nous intéresse ! Quant à vous, ne pourriez-vous pas nous donner asile ? Connaissez-vous quelqu'un à la ligne de démarcation pour faire office de passeur ? »

Cette façon d'opérer en boule de neige était à l'inverse de toutes les règles du « cloisonnement » qui est à la base de toute organisation secrète. Que l'un de nos nouveaux camarades fût pris et parlât, ou plus simplement qu'il cédât au besoin de faire savoir autour de lui qu'il se livrait à de mystérieuses besognes, c'était tout notre écheveau, noué à la diable, que l'ennemi — Boche ou Vichy — pouvait, d'un seul coup, dévider. Mais là aussi les vieilles règles tant éprouvées se trouvèrent prises en défaut. Si je dus bien souvent refréner la soif de confidences qui animait beaucoup des nôtres, je constatai que ceux qui étaient arrêtés *ne parlaient pas*. La maille détruite était réparée, le filet tendu continuait de ramener les informations des profondeurs obscures. La raison en est bien simple : aucun de nos amis n'était mû, comme il arrive trop souvent dans les Services secrets, par l'appât du gain. Chacun des nôtres était animé par le plus pur patriotisme. Comme l'a écrit André Rousseaux dans son analyse sur *l'Aventure française*, la plus pénétrante analyse de l'esprit profond de la Résistance qu'il m'ait été donné de lire :

« La France criait d'une voix muette que son salut était en jeu. Et ce mot de salut, qui est la clef de la grande aventure, révélait son pouvoir surhumain. *Des hommes, dans des villes et des villages de France ont tout renoncé pour ce mot, comme jadis les pêcheurs de Tibériade.* »

Comme les premiers martyrs, nos amis savaient souffrir et mourir pour leur foi, sans parler.

Le réseau « Confrérie Notre-Dame » que j'ai eu l'honneur de fonder en France au mois de novembre 1940 — je l'ai ainsi appelé parce que le mot « confrérie » exprimait bien la fraternité surhumaine qui nous unissait tous, cette confiance surnaturelle que nous avions tous l'un vis-à-vis de l'autre (un seul mot révélé par l'un quelconque d'entre nous signifiait l'arrestation, la torture et la mort, non pas seulement pour nous, mais aussi pour tous les nôtres) ; j'ai choisi ce beau nom de Notre-Dame parce qu'il est celui de la patronne de la France, qui, plus que jamais, avait besoin de son secours — mon réseau, donc, a compté je crois plus de deux mille membres. Je dis « je crois », car il est beaucoup de nos camarades que je n'ai jamais connus, dont certains ont disparu en même temps que le lien qui les unissait à nous, et que je ne connaîtrai *jamais*. De ces deux mille membres, il n'est sorti que trois traîtres. Encore l'un d'eux s'est-il révélé plutôt comme un pauvre diable que comme un traître à proprement parler. C'est un beau record, et la « Confrérie Notre-Dame » n'est pas seule à le posséder.

L'ORGANISATION DU RÉSEAU

Très vite, et sans que nous nous fussions concertés, les réseaux de Saint-Jacques (Normandie, région parisienne, nord de la France), Fourcaud (zone dite libre) et le mien propre (côte Atlantique et Bretagne) se développèrent selon des lignes parallèles qui obéissaient à des nécessités de fait. (Mansion avait exploré quelques points intéressants plutôt qu'il n'avait créé un réseau à proprement parler.) Un noyau : la *Centrale*, où toutes les informations étaient acheminées, triées, dactylographiées, codées pour partie d'entre elles ; des *secteurs* : partout où nous avions pu installer un informateur ; des *agents de liaison*, en général de très jeunes gens faisant la navette entre le point d'information et la Centrale, puis de la Centrale à la ligne de démarcation ; des *asiles* où nous étions assurés

de trouver un gîte, fût-ce pour une seule nuit, un ou plusieurs *points de passage* à la ligne de démarcation. Au fur et à mesure qu'un informateur révélait des qualités d'organisateur, nous lui confiions l'organisation d'un secteur qui devenait un réseau dans le réseau.

Il n'était pas encore question de postes émetteurs radio ni de liaisons aériennes ou maritimes. Je portai d'abord moi-même mes courriers jusqu'à Madrid, où je les remettais entre des mains amies qui les faisaient parvenir à Londres. Cela présentait un double inconvénient : tandis que j'allais à Madrid, je ne pouvais faire progresser mon réseau en France ; par ailleurs, la *Seguridad* espagnole s'étonna bien vite de la fréquence de mes allées et venues. De là à me signaler à la Gestapo, il n'y avait qu'un pas... je suis sûr qu'il n'a pas été franchi. La *Seguridad* se contenta de me faire dire qu'il était préférable que je quittasse l'Espagne pour ne plus y revenir, sans quoi elle serait placée dans la désagréable nécessité de m'arrêter.

Bientôt le système s'améliora. Nos courriers (ceux de Fourcaud, de Saint-Jacques et le mien) aboutirent à Pau chez le docteur Roche, qui fut dénommé *Pic*. Ils étaient enclos dans un paquet que l'on confiait au chef du train de Pau à Canfranc (cet excellent homme ignorait tout de son contenu) avec mission de remettre ce paquet à M. Le Lay, receveur des douanes françaises à la gare internationale. Le Lay faisait tenir notre envoi à Jacques Pigeonneau, consul de France à Madrid, qui le déposait à notre *boîte aux lettres* dans cette ville. Le courrier arrivait à Londres généralement une quinzaine de jours après sa confection. Ce n'était pas si mal, si l'on réfléchit aux hasards du voyage, mais c'était très insuffisant, car, en cours de route, beaucoup d'informations se trouvaient périmées.

Nous fûmes vite placés dans la nécessité de trouver autre chose, car Pigeonneau, arrêté par la police espagnole à la frontière du Portugal comme il venait de transporter clandestinement un volontaire aux *F. F. L.*, dut quitter l'Espagne sans délai. Il fut peu de temps après arrêté par la police de Vichy, interné au camp de Mauzac, d'où il devait s'évader après plusieurs mois de détention. Il parvint à rejoindre Londres et se battit brillamment sous l'uniforme avant de reprendre ses fonctions diplomatiques. Mais nos liaisons espagnoles furent, plusieurs semaines durant, complètement coupées.

ÉMISSIONS RADIO-CLANDESTINES

Par des voies mystérieuses qui aboutirent à Jacques Pigeonneau, alors qu'il se trouvait encore à Madrid, l'on nous fit tenir deux postes émetteurs. L'un, prénommé *Roméo*, était destiné à Fourcaud. L'autre, baptisé *Cyrano*, était pour moi. Pigeonneau transporta lui-même le premier par-dessus la frontière du Perthus. Le second, dûment emballé dans un sac des P. T. T., trônant sur les bagages de ma femme et de mes enfants, passa inaperçu des gabelous espagnols et français à Canfranc grâce à la maëstria de Le Lay. L'un et l'autre de ces deux postes étaient en piteux état, ayant subi de nombreux chocs dans le cours de leur transport depuis l'Angleterre. Fourcaud les fit réparer par un spécialiste ami dont l'atelier était à Marseille. *Roméo* fut prêt le premier. Au mois de mars 1941, manipulé par un opérateur radio, surnommé *Laroche* et envoyé de Londres à Fourcaud par parachute, *Roméo* réussit à établir le premier contact radio avec la *France libre*. La scène se passait dans une chambre à coucher du château La Roque, appartenant à notre ami Louis de la Bardonnie, propriétaire-viticulteur à Saint-Antoine-de-Breuilh, en Dordogne. Fourcaud et moi étions présents, je me souviens du regard que nous avons échangé.

Nos premiers postes émetteurs se présentaient extérieurement sous l'aspect d'une valise fort encombrante et fort lourde. Ils devaient être progressivement améliorés jusqu'à devenir, peu de temps avant le débarquement, du format et du poids d'un annuaire du téléphone. Nous n'étions pas familiarisés avec leur emploi. Nous ignorions à peu près tout des règles de sécurité comme du système d'écoute ennemi. Mon premier opérateur radio, Bernard Anquetil, dit *Lhermite*, ancien quartier-maître radio-télégraphiste du sous-marin *Ouessant* (qui fut sabordé dans le port de Brest à l'arrivée des Allemands), paya, le premier de nous tous. Surpris à Saumur au mois de juillet 1941, en plein travail, il fut passé par les armes quelques mois plus tard, après avoir refusé le marché que lui proposait le président du tribunal allemand : la grâce de *sa* vie s'il révélait mon nom. Compagnon de la Libération, Lhermite est mort après avoir eu la joie de savoir que le *trafic* trop lourd qui, attirant l'attention de la radiogoniométrie allemande, avait provoqué son arrestation, avait aussi permis aux bombardiers alliés, alertés par nos messages, de rattraper au large de La Pallice le redoutable cuirassé *Scharnhorst* et de l'obliger à rentrer, gravement endommagé, à Brest, d'où il s'était enfui clandestinement la nuit d'avant.

De tous les délicats organismes qui composaient l'ensemble d'un réseau, l'émission radio a toujours été le plus sensible. C'est à elle que nous pouvons imputer le plus fort pourcentage de nos pertes. Mais, sans elle, le réseau ne pouvait respirer, le travail de nos camarades ne pouvait porter ses fruits.

Appuyés sur nos constantes émissions radio, trois de mes amis ont pris une part importante dans la bataille de l'Atlantique :

— Jean Fleuret, syndic des pilotes du port de Bordeaux, et que nous appelions *Espadon*. Il compte à son actif la destruction d'une bonne douzaine de sous-marins tant allemands qu'italiens et le torpillage d'une vingtaine de gros cargos, dont le *Norward*, chargé de torpilles à destination des sous-marins opérant en haute mer. *Espadon*, arrêté au début de 1943, a été déporté à Buchenwald, puis à Dora. Il est rentré après la capitulation de l'Allemagne à Bordeaux, pour apprendre que sa femme, arrêtée à sa place au mois de juin 1942, était morte à Ravensbruck ; que son fils unique, Marc, et la jeune femme de celui-ci avaient été assassinés ; que sa maison avait été pillée par la Gestapo. Il n'a plus rien trouvé qu'un petit-fils de deux ans qu'il n'avait jamais vu. Il a repris courageusement ses fonctions de syndic du pilotage.

— Alphonse Tanguy, dit *Alex*, officier de réserve, qui avait réussi à se faire embaucher par la Kriegsmarine à la base sous-marine de Lorient en qualité d'ingénieur. Ayant organisé un admirable réseau sur toute la Bretagne, il a, entre autres exploits, réussi à la fin de l'année 1941 à s'emparer de la *totalité* des plans originaux allemands des bases sous-marines de Brest, Lorient, Saint-Nazaire, La Pallice et Bordeaux. Ces plans ont été d'un inestimable appoint à la préparation des bombardements sur ces objectifs vitaux. *Alex* a été tué par la Gestapo d'une rafale de mitraillette, dans un garage de la porte Champerret, au mois de novembre 1943.

— Le lieutenant de vaisseau Philippon, dit *Hilarion*, maintenu en activité à la base de Brest après l'armistice, avec une poignée d'autres officiers de marine français. Les télégrammes d'*Hilarion*, rédigés avec une extraordinaire précision, ont considérablement gêné les mouvements du *Scharnhorst* et du *Gneisenau*, ces grands corsaires dont il était essentiel qu'ils ne puissent répéter dans l'Atlantique leur unique raid du début de l'année 1941. Ils avaient, à l'époque, coulé en se jouant un convoi de vingt-deux navires alliés, dont le croiseur auxiliaire *Jervis Bay*, qui se couvrit de gloire. Un message d'*Hilarion* contribua par ailleurs à permettre à la *Royal Navy* d'imaginer la route que suivraient le *Bismarck* et le *Prinz Eugen* après l'engagement où le cuirassé britannique *Hood* avait été coulé. Le *Bismarck*, après une lutte acharnée, fut envoyé par le fond. Aujourd'hui capitaine de corvette, notre ami Philippon a brillamment commandé l'aviso *Annamite* dans les eaux d'Extrême-Orient.

LES LIAISONS AÉRIENNES

Rentré en Angleterre à la fin de l'année 1940, Saint-Jacques fut parachuté au-dessus du département de la Dordogne le 14 février 1941. C'était là une des premières opérations du genre. On choisissait sur la carte, dans le voisinage de la résidence d'un ami qui, nous le supposions, nous donnerait asile, un terrain qui paraissait propice. Le lâcher se faisait à l'aveuglette, en période de lune, sans que nul attendît au sol l'arrivant. C'est ainsi que Saint-Jacques, au lieu d'une prairie, tomba dans un bois de sapins, où il fit une chute brutale. Bientôt furent créés les premiers *comités de réception*, composés d'un spécialiste assisté de quelques camarades de bonne volonté. Le terrain choisi, en fonction de sa configuration, de son isolement et de ses facilités d'accès, était signalé à Londres avec la plus grande minutie. Londres nous faisait connaître la phrase mystérieuse qui, prononcée au cours de l'émission du soir de la B. B. C., nous informerait de la date arrêtée pour l'opération. Une lettre morse de reconnaissance, devant être émise au sol par une lampe électrique, nous était fixée. C'est dans ces conditions que je reçus, au mois de novembre 1941, mon premier radio envoyé d'Angleterre, Robert Delattre, dit *Bob*, qui fut arrêté le 29 mai 1942 à Paris. Il est mort d'épuisement à Fresnes, où il avait passé au cachot la majeure partie de sa détention.

Le parachutage était une opération à sens unique, c'est-à-dire que, s'il nous permettait de recevoir des agents et des *containers* (ainsi appelait-on les emballages métalliques qui contenaient les postes de radio, l'argent, les courriers, les explosifs, etc.), nous ne disposions d'aucun autre moyen pour envoyer en Angleterre nos courriers et, s'il le fallait, ceux de nos agents qui étaient réclamés par Londres que le vieux passage par l'Espagne, qui devenait de plus en plus lent et problématique.

En même temps que *Bob* me rejoignait, Londres m'envoyait l'ordre de me présenter le plus tôt possible au B. C. R. A. pour y faire le point de mes travaux et recevoir verbalement de nouvelles instructions. Un avion devait m'être envoyé dans le cours de la période lunaire qui commencerait aux environs de la Noël 1941. Le message B. B. C. qui fixerait l'opération serait : *Nous boirons un pernod à votre santé le...*, étant spécifié qu'afin de tromper l'ennemi ou les indiscrets un certain chiffre devrait être retranché de la date spécifiée par la radio pour obtenir la date réelle. On me priait de trouver d'extrême urgence un terrain dont on me donnait les dimensions minima.

Un avion ! J'en était resté aux moyens antiques dont nous disposions à l'origine de nos travaux. Tout ceci me paraissait du domaine de la fantasmagorie. Le terrain fut trouvé aux environs de Montreuil-Bellay par le docteur Colas, de Loudun, dit *Nick*, qui avait déjà dirigé deux opérations de parachutage pour notre compte. Le signalement exact en fut donné à Londres, et j'appris que, ainsi qu'il était toujours fait en l'occurrence, un avion de reconnaissance de la R. A. F. vint le photographier pour permettre aux experts de décider s'il était acceptable ou non.

Le temps, détestable pendant toute la période de lune prévue, fit que l'opération *Pernod* n'eut pas lieu. Entre temps, le docteur Colas, adjoint de notre ami le docteur Chauvenet, de Thouars, fut arrêté ainsi que son patron. (Il fut libéré quelques mois plus tard, tandis que le docteur Chauvenet était déporté en Allemagne et que leur adjoint Richetta, percepteur à Thouars, était exécuté.) Ce n'est qu'à la fin février que, sur un terrain situé aux environs de Saint-Saëns, en Seine-Inférieure, et procuré par notre ami Legardien, dit *l'Angle gardien*, je vis arriver l'avion annoncé depuis près de trois mois. L'impression, dans ce champ couvert de neige, était extraordinaire. L'apparence de la machine, un *Lysander*, n'avait rien de redoutable. Mais, quand je vis l'appareil tourner

au-dessus du terrain, puis jeter un bref faisceau lumineux sur le point où il allait se poser, j'eus vraiment conscience de la suprématie alliée. Ceci se passait, en effet, sur un territoire occupé par l'ennemi, à quelque deux kilomètres d'une garnison allemande, à travers le puissant réseau de radio-repérage et d'interception de la chasse de nuit de la Luftwaffe... Vraiment, nous étions les plus forts !

Les aviateurs alliés qui pilotaient ces appareils étaient des pilotes choisis après une sélection très sévère et soumis à un entraînement de très haute qualité. Seuls à leur bord, ils étaient à eux-mêmes leur propre navigateur. Qu'on essaie d'imaginer la difficulté de trouver, sur un territoire hostile, sans aucun moyen de guidage extérieur, au milieu de tant de champs coupés par tant de haies identiques, l'étroit espace, piqueté de trois faibles lumières, qui signalait que là était le terrain où attendaient les passagers et le courrier ! Qu'on suppose un instant quelle devait être la tension d'esprit de ces hommes qui ne possédaient contre l'ennemi d'autre moyen de défense que la lenteur relative de leur appareil ! (Un *Lysander*, parti d'Angleterre et transportant trois passagers, fut, l'année suivante, attaqué au-dessus de la Bretagne par quatre avions de chasse ennemis. Il fit du rase-mottes, tournant autour des clochers, des grands arbres et réussit à rentrer sans dommage à son aérodrome. Il était, m'a-t-on dit, placé vis-à-vis des chasseurs dans la position d'un petit fox-terrier qui peut freiner des quatre pattes et tourner à angle droit tandis que les lévriers qui le poursuivent sont emportés au loin par leur élan.)

L'un des tout premiers pilotes anglais, notre ami P. C. Pickard, a été l'initiateur de ces difficiles et périlleuses liaisons clandestines. La France lui doit beaucoup. Non seulement il a personnellement effectué beaucoup de ces liaisons, non seulement il a dirigé la petite escadre aérienne qui, dans la nuit du 27 au 28 février 1942, a jeté au-dessus de Bruneval les parachutistes qui effectuèrent le premier commando sur les côtes françaises, mais, par-dessus tout, il a commandé le 18 février 1944 l'expédition des *Mosquitos* contre la prison d'Amiens. Ce faisant, il a sauvé la vie d'un grand nombre de patriotes français détenus comme otages. Le wing commander Pickard, bon géant blond débonnaire (il n'avait pas trente ans), toujours calme et souriant, a trouvé la mort dans cette opération « *Jéricho* » qu'il avait entreprise avec enthousiasme pour venir en aide à ses amis Français qu'il aimait tant.

A partir de mars 1942, nous fûmes, chaque mois, sauf lorsque le temps était par trop mauvais, à même d'expédier par avion nos courriers et nos agents en Angleterre. L'appareil utilisé par mon réseau fut constamment le *Lysander*. Des réseaux spécialisés, opérant dans l'ex-zone dite libre, eurent affaire à des bombardiers légers et même à des *Halifax* capables d'enlever d'un coup un grand nombre de passagers.

Comme je l'ai dit plus haut, les opérations aériennes ne pouvaient être envisagées que dans le cours des périodes lunaires, c'est-à-dire une fois par mois. Ceci ne suffit plus, au bout de peu de temps, aux besoins de nos courriers, dont le volume allait toujours grandissant. C'est alors que nous eumes recours à la liaison maritime, qui pouvait se faire à n'importe quelle période dans le mois, mais que nous réservâmes plus particulièrement à celle pendant laquelle, la lune étant absente, nous ne pouvions envisager aucune opération d'atterrissage. Ainsi fûmes-nous en mesure d'expédier nos courriers chaque quinzaine.

LES LIAISONS MARITIMES

Au mois d'avril 1942, *Alex* me dit qu'il avait la possibilité d'acheter à Lorient un petit langoustier qui conviendrait parfaitement à nos liaisons en mer avec un bateau venant des côtes anglaises. Quand je vis pour la première fois cette petite coque, appelée *les Deux-Anges*, je fis la moue. Je ne me doutais pas que, deux mois plus tard, cette embarcation d'apparence si médiocre allait me permettre de sauver ma femme et mes quatre enfants des griffes de la Gestapo, qui, à défaut de moi-même, se préparait à les arrêter, et de transporter par surcroît en Angleterre un de nos camarades, Alain de Beaufort, désireux de s'engager aux F. A. F. L. (Forces aériennes françaises libres). Alain de Beaufort, volontaire pour une mission en France, a été capturé par la suite et fusillé par les Allemands peu de temps avant la libération.

Depuis le mois de juin jusqu'au mois de novembre 1943, date à laquelle son équipage fut obligé de prendre la fuite, le langoustier *les Deux-Anges* a mené à bien dix-huit opérations de liaison maritime, transportant à chaque fois, dans les deux sens, des hommes, du courrier, des postes émetteurs et du matériel divers. Ayant à son bord un équipage de trois hommes : Yéquel, le patron, Paul Bihan et Gildas Bihan, il compta bientôt un quatrième marin, Gaston Guillaume. Il était basé sur Pont-Aven, dans le Finistère. Il lui fallait, à chaque fois, à l'aller comme au retour, subir le contrôle allemand de Port-Manech. Le point de rendez-vous était généralement fixé à quelques milles des îles Glénans, sur le banc de pêche de Lorient. Là, selon des conventions fixées au préalable, un chalutier venant d'Angleterre le rencontrait. Il s'agissait d'un chalutier français, réquisitionné par la Royal Navy, et qui, à chaque voyage, modifiait quelque peu son apparence et du tout au tout son immatriculation. Ce chalutier était inscrit sur les registres de la marine de guerre britannique sous le numéro « N. 51 ». Le transbordement se faisait en plein jour, sous la menace constante des patrouilleurs ennemis de mer et de l'air et des indiscrétions des pêcheurs qui opéraient dans le voisinage. Puis le chalutier prenait sa route vers sa base secrète des îles Scilly, à l'extrémité ouest de la Cornouaille, de façon à franchir de nuit le dangereux passage de la Manche.

Je préférais de beaucoup, pour mon usage personnel, ce moyen de liaison à celui de l'avion. Affublé d'un simple pull-over, il était loisible au passager clandestin de se tenir sur le pont, de se mêler à la vie de l'équipage (entièrement composé de marins anglais du commerce), voire de se livrer aux plaisirs de la pêche. Et puis ce chalutier, d'apparence inoffensive, n'aurait pu être saisi par l'ennemi que de vive lutte. Il avait, pour se défendre, quatre mitrailleuses jumelées, un grand nombre de *Bren-guns*, de grenades, etc.

Mon ami le lieutenant de vaisseau Daniel Lomenech, Breton de Pont-Aven, qui dirigea personnellement la plupart de nos liaisons, rêvait d'adjoindre à cet armement deux tubes lance-torpilles et même un canon de 75 millimètres « pour ne pas perdre les bonnes occasions qui pouvaient se présenter sur la route ». La Royal Navy avait quelques excellentes raisons de lui refuser cette satisfaction.

Deux autres moyens de liaison maritime, que je n'ai jamais employés pour ma part, ont régulièrement fonctionné entre l'Angleterre et la France ; la M. T. B. (Motor Torpedo Boat), que nous appelons ici vedette lance-torpilles, et le sous-marin. Beaucoup de liaisons par M. T. B. ont été faites dans la Manche, surtout sur les côtes sauvages de l'Aberwr'ach, au nord du Finistère. Le sous-marin était plus communément employé en Méditerranée.

LES RÉSULTATS DU TRAVAIL DU « RENSEIGNEMENT »

De tous les efforts du combattant, le « renseignement » est l'un des plus ingrats. Il est en effet très rarement donné à son auteur de pouvoir constater lui-même, et à bref délai, les effets de son utilisation. Combien de fois ai-je reçu, de la part de mes camarades, des plaintes désolées ! Ils estimaient à bon droit avoir risqué leur vie pour obtenir des informations précises sur un objectif ennemi d'une grande importance et dont ils s'étonnaient amèrement qu'on ne procédât pas tout de suite à sa destruction. J'avais agi de même à l'égard de Londres lors de mes débuts, avant de me rendre compte que, dans le grand puzzle établi patiemment par les dirigeants des services secrets, l'information qui m'apparaissait comme primordiale (souvent bien plus en fonction du risque encouru que par sa nature propre) ne constituait qu'un tout petit morceau qui, pour prendre sa signification, devait être raccordé à d'autres pièces éparses, et que j'ignorais. Comme font tous les combattants qui se trouvent sur le terrain, nous raisonnions sous l'angle tactique, alors que le chef d'opérations pense d'abord stratégie.

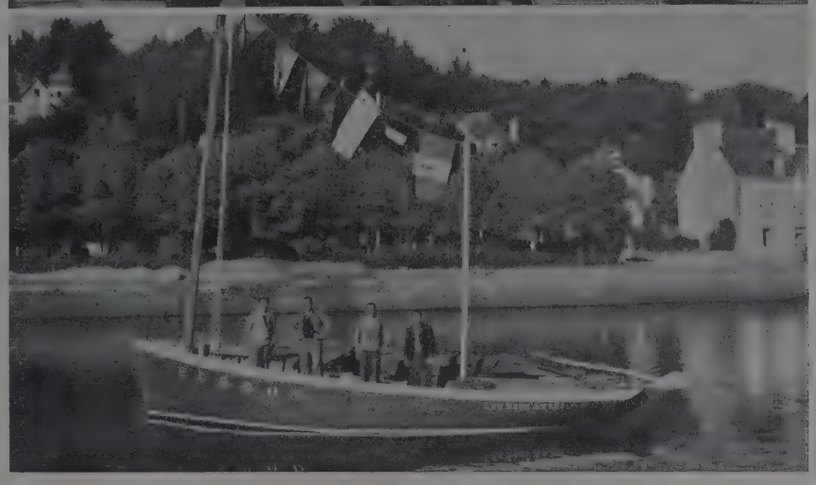
Ne pouvant parler que de ce que je sais, je ne puis citer des résultats précis obtenus par d'autres réseaux que le mien. Celui-ci a eu l'immense satisfaction, à plusieurs reprises, de voir immédiatement ses efforts se traduire par des faits : *Scharnhorst* (juillet 1941), cargos et sous-marins au sortir du Verdon (1941-1942), Bruneval (février 1942), Saint-Nazaire (mars 1942), Dieppe (août 1942), sans parler de nombreux bombardements aériens sur des points signalés par nous à l'attention de l'état-major allié. C'était là, pour nos camarades, la plus haute de toutes les récompenses.

Notre réseau a eu aussi l'insigne honneur de transmettre à Londres le plan original allemand de toutes les défenses côtières qui s'échelonnaient depuis Cherbourg jusqu'à Honfleur. Nous avons été redevables de ce plan à notre ami Girard, dit *Malherbe*, qui dirigeait à Caen le secteur de renseignements du réseau *Centurie* dépendant de l'O. C. M. (Organisation civile et militaire), dont le fondateur a été le colonel Touny, dit *Langlois*. Celui-ci a été assassiné par les Allemands à la prison d'Arras en 1944. Le réseau *Centurie* travaillait en étroite collaboration avec C. N. D. Peu de jours après la libération de Paris, le général américain Omar Bradley a déclaré à notre ami Piette-Esnault, connu à l'O. C. M. sous le pseudonyme de *colonel Personne*, et qui exerçait les fonctions d'inspecteur régional des Forces françaises de l'intérieur dans la région A (zone qui s'étendait depuis le cours de la Seine jusqu'à la frontière belge), que c'était à la suite de la réception de ce plan à Londres que le point de débarquement des armées alliées avait été choisi.

Ce document figurait dans le courrier transporté par *les Deux-Anges*, le 17 juin 1942, à l'occasion de l'évacuation en Angleterre de ma femme et de mes enfants. Le courrier était contenu dans les deux paquets de carton qu'on peut voir dans la photographie ci-contre, à côté de ma fille Cécile, fort occupée à défendre contre un intrus les paquets de chocolat dont l'équipage du *N. 51* vient de lui faire libéralement cadeau.

Les quatre semences déposées en terre française avant la fin de l'année 1940 par Manson, Saint-Jacques, Fourcaud et moi-même peuvent être considérées comme ayant été à l'origine de la quasi-totalité des réseaux de renseignements qui proliférèrent jusqu'à l'heure de la libération. Elles donnèrent naissance à de jeunes arbres qui, presque aussitôt, furent frappés par la foudre. Mais, sans cesse, de nouveaux surgeons s'élevaient à leur tour.

Est-il besoin de dire que tous les courriers remis à l'état-major allié par le B. C. R. A. venaient s'inscrire au crédit moral de la France, dont ils portaient l'estampille ? Tout un chapitre serait à faire sur l'apport considérable que l' « Action » a fait à ce crédit. Il appartient à un autre que moi de l'écrire. Mais je puis répéter, après les plus hautes autorités alliées, que « sans le travail des réseaux français de renseignements le débarquement eût été impossible ; sans le travail des réseaux français d'action (ceux-ci étant à l'origine, avec les F. T. P., de la constitution des Forces françaises de l'intérieur) le débarquement n'eût pu se maintenir pendant le temps qu'il fallait pour amener à pied d'œuvre les indispensables renforts ».



Le chalutier N-51, *venant d'Angleterre, modifiait à chaque voyage son immatriculation. — Un « Lysander », type d'avion spécial pour atterrissages clandestins. — L'équipage du langoustier* les Deux-Anges, *de juin à novembre 1943, a réussi dix-huit opérations de liaison avec le* N-51, *qu'il rencontrait près des Glénans. —* Les Deux-Anges *à Pont-Aven, après la libération. — A bord des* Deux-Anges *on voit, à côté de Cécile et de Jean-Claude, enfants de Rémy, deux cartons du courrier contenant le plan qui décida du point de débarquement des armées alliées, le 6 juin 1944.*

PAUL Ier SUCCÈDE A GEORGES II

Le roi Georges II de Grèce est mort le 1er avril, succombant à une crise cardiaque. Cette disparition subite a provoqué dans le monde une certaine émotion en raison de la personnalité même du souverain et de la situation malheureuse que traverse son pays. Le 2 avril, le prince Paul de Grèce, frère du roi, successeur de son frère, suivant la loi constitutionnelle, était proclamé roi de Grèce, prêtait serment et adressait au peuple un message confirmant le cabinet de M. Dimitri Maximos dans ses fonctions. En quelques heures ce que la mort paraissait mettre en cause, était continué sans à-coup : la forme du gouvernement. On ne voit pas dans ces conditions quelles conséquences pourraient avoir ce changement aussi rapidement et légalement effectué.

La dynastie que Georges Ier a fondée en Grèce en 1863 doit donc normalement continuer sa destinée dans notre période troublée et si dure aux maïsons royales. Guillaume, prince de Danemark, fils de Christian IX de Danemark, a été élu par l'Assemblée des Hellènes comme souverain de Grèce en 1863, sous le nom de Georges Ier. Ce prince, allié à toutes les familles régnantes d'Europe, fut assassiné en 1913. Ce règne de cinquante années prend place parmi les plus longs que l'histoire ait enregistrés, et il fut en somme heureux pour la Grèce, qui put s'organiser économiquement et obtenir d'incontestables succès militaires et diplomatiques.

Constantin, fils de Georges, monta sur le trône à la mort de son père. Il avait épousé Sophie de Hohenzollern, sœur de Guillaume II. Son règne pendant la guerre fut assez troublé: il fut déposé par les Alliés en 1917, puis, revenu, il dut abdiquer en 1922 après le désastre de l'armée grecque en Asie Mineure. C'est à cette date qu'il fut remplacé par le souverain qui vient de mourir, Georges II. L'instabilité de la Grèce a été grande depuis ce moment. A peine monté sur le trône, un gouvernement révolutionnaire s'établit dans le pays. Une contre-révolution fut alors faite par le général Metaxas le 21 octobre 1923. Le roi fut accusé d'avoir favorisé cette tentative ; l'assemblée et l'armée exigèrent sa déposition, et en décembre de la même année il dut quitter le pays. La République fut proclamée le 25 mars 1924.

Mais l'apaisement ne se fit pas pour cela. Le 25 juin 1925, le général Pangalos s'emparait du pouvoir par un coup d'Etat et établissait une dictature militaire. Contre ce régime, et au milieu de la plus grande confusion, un autre coup d'Etat devait se produire, celui du général Condylis, en août 1926. Le calme ne revint que l'année suivante par la promulgation de la Constitution républicaine, le 2 juin 1927. Il dura quatre années (1928 à 1932), sous la direction prudente et habile du grand homme d'Etat Venizelos.

Les élections incertaines de 1932 et de 1933, les difficultés économiques résultant de la crise mondiale, l'évolution politique de l'Europe eurent comme conséquences le retour à l'instabilité et aux troubles intérieurs. Le terme de cette agitation fut la restauration monarchique du 10 octobre 1935, demandée au peuple grec par le général Condylis et acceptée par une presque totale unanimité. Cette restauration entraînait le rétablissement de la Constitution de 1911, qui établissait un régime constitutionnel libéral parlementaire. A la suite des élections de janvier 1936, où le fonctionnement du régime parut enrayé par l'absence de majorité au parlement, et cédant aux critiques apportées à ce système, le général Metaxas établit une dictature militaire sous l'autorité du roi, le 5 août 1936. Nul doute que ce coup d'Etat ne soit à l'origine des oppositions à la monarchie, qui n'ont fait que s'accentuer pendant la guerre.

La dictature du général Metaxas, sans présenter le caractère des régimes totalitaires, n'en a pas moins été maintenue par une police active et, comme toutes les polices, vexatoire et humiliante. C'est de cette période que date le mouvement républicain, devenu socialiste et même communiste par la suite, qui n'a pas pu pardonner au roi Georges d'avoir failli à sa mission constitutionnelle.

On connaît la suite des événements, en particulier l'exil du roi et son retour deux années après la libération, lors d'un plébiscite qui, malgré les circonstances au milieu desquelles il a été fait, ne paraît pas discutable.

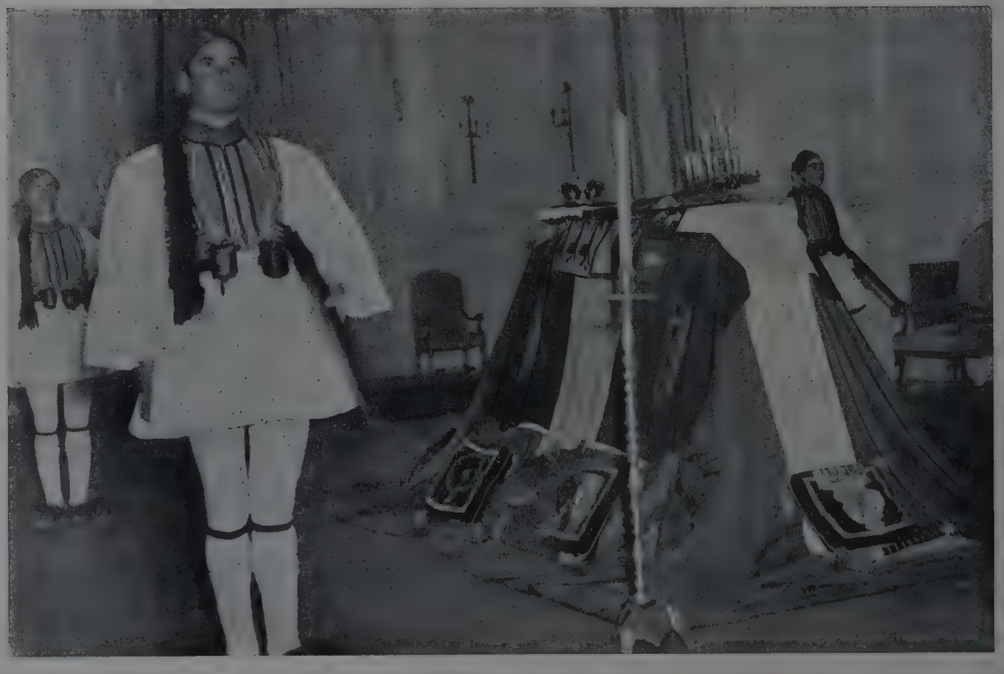
Au moment où la Grèce devient un élément important de la politique internationale, la stabilité de son régime est une condition nécessaire pour qu'une diplomatie puisse jouer en sa faveur. Il faut donc souhaiter que le nouveau souverain ouvre un long règne calme dont les Grecs ont le plus grand besoin.

R. Céré.

Georges II, fils aîné du roi Constantin et roi des Hellènes depuis 1922, vient, à l'âge de cinquante-sept ans, de succomber à une crise cardiaque au palais royal d'Athènes.

Le roi Paul Ier et la reine Frédérique avec leurs enfants. On reconnaît devant eux le nouveau diadoque Constantin, âgé de six ans.

Le cercueil du roi Georges II exposé dans la grande salle du palais royal d'Athènes, sous la garde d'honneur des evzones.



Chaque année, les paysans des environs de Riom apportent les produits de leur élevage à la foire aux cochons.

A TRAVERS LA FRANCE RENAISSANTE

L'AUVERGNE CŒUR DE LA FRANCE (*)

par notre envoyée spéciale MARGUERITE JOUVE

C'EST sur une visite à l'Université de Clermont-Ferrand que prend fin mon séjour dans cette ville.

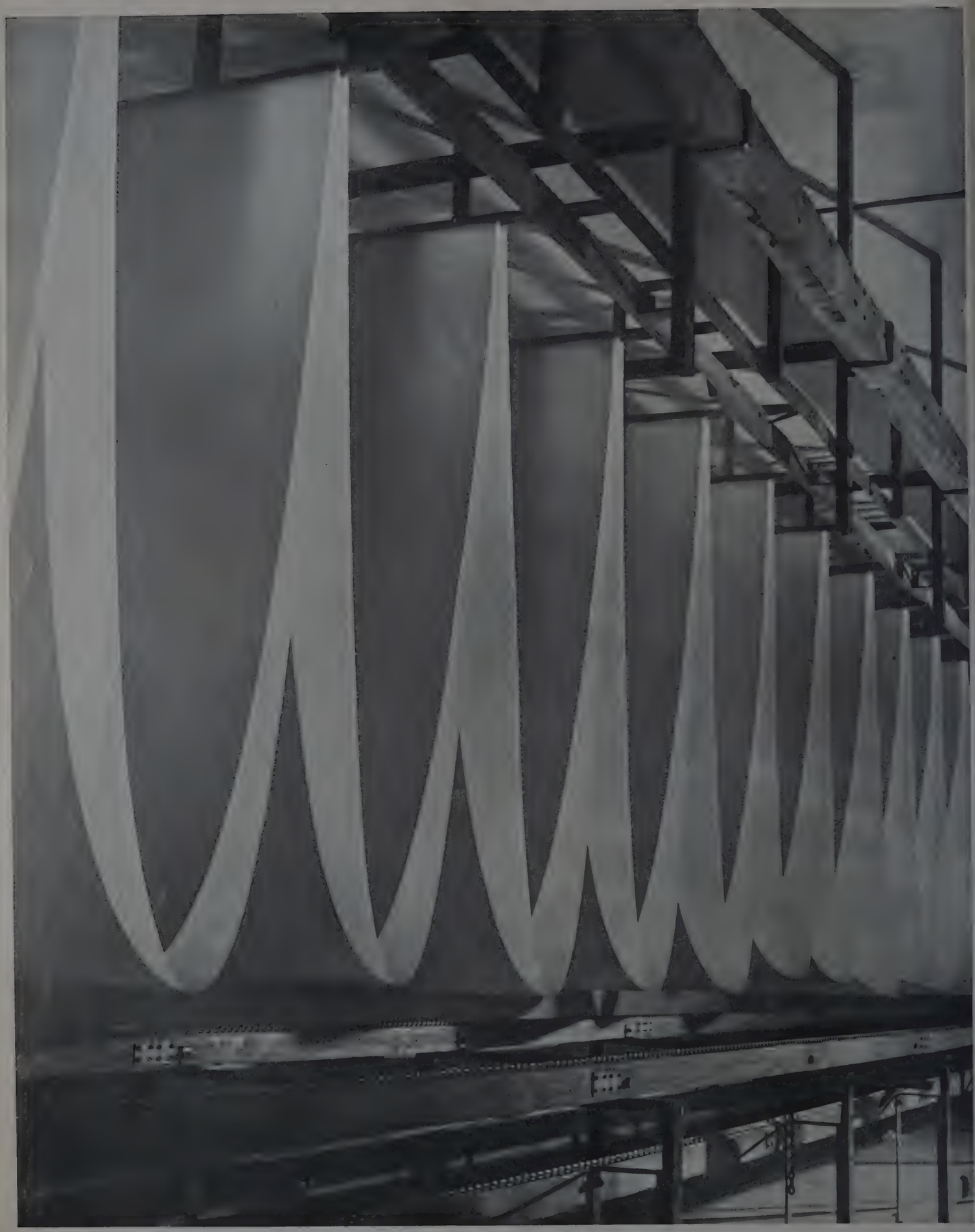
Cette université n'est pas ancienne. L'Auvergne, au milieu de ses volcans, de ses pâturages et de ses neiges, ne pouvait jusqu'aux temps modernes rivaliser en attrait pour ces sortes de vagabonds du savoir qu'étaient les étudiants du moyen âge et de la Renaissance, avec des provinces mieux situées et dotées d'un ciel plus riant. Pourtant, au XII[e] siècle, une université fut créée à Billom, qui, faute d'élèves, disparut au XV[e] siècle. Puis, au XVI[e] siècle, l'évêque Thomas Duprat dota Issoire, sa ville natale, d'une nouvelle université, qui n'eut que cent ans d'existence. Il faut aller ensuite jusqu'en 1681 pour trouver en Auvergne une ébauche d'enseignement supérieur, car c'est à cette date que les lettres patentes du roi instituèrent à Clermont un Collège de médecine. Le décret impérial du 17 mars 1808 ayant stipulé qu'il y aurait autant d'académies que de cours d'appel, la ville de Clermont-Ferrand fut désignée comme chef-lieu d'académie — Riom conservant la Cour d'appel, à laquelle ressortissaient quatre départements ; aujourd'hui, six. Après diverses vicissitudes, comme la suppression, par la Restauration, de la Faculté de lettres, rétablie en 1854, l'Université de Clermont, installée dans l'élégant local construit par Viollet-le-Duc, prit la forme définitive que nous lui connaissons aujourd'hui.

Elle se compose d'une Faculté de sciences et d'une Faculté de lettres, d'une Ecole de médecine et d'une Ecole de droit.

Malgré ses 3.000 étudiants, malgré le zèle que déploient des professeurs éminents, Clermont-Ferrand — avec ses deux écoles de plein exercice — fait un peu figure de parent pauvre. En effet, les élèves de médecine et de droit doivent, pour conquérir leurs derniers grades, passer leur dernière année d'étude dans l'une ou l'autre des facultés de France. Cette situation vient d'être aggravée par une décision récente, qui provoqua une violente réaction de la jeunesse estudiantine auvergnate : le ministère de l'Education nationale a décidé, en effet, que désormais *tous* les examens des futurs avocats et des futurs médecins seraient passés dans une faculté et non pas à l'école même, ce qui sépare le disciple du maître au moment où celui-ci, qui dispose de tous les éléments d'appréciation, pourrait jouer la partie la plus importante de son rôle. Et ne parlons pas du redoutable accroissement de dépense que ces déplacements entraîneraient pour des jeunes gens souvent peu fortunés.

Cependant, la ville, en pleine prospérité économique et seule grande ville de toute la région, mériterait d'être traitée avec plus d'égards. Sa proximité des principales stations thermales de France justifierait la création — si souvent demandée — d'une chaire d'hydrologie, grâce à laquelle des élèves pourraient se spécialiser dans l'étude, si à la mode aujourd'hui dans divers pays, des cures, des régimes alimentaires, de tout ce qui, normalement, doit accompagner l'absorption des eaux miraculeuses et compléter leur action. En outre, le grand centre de cardiologie de Royat trouverait pleinement sa raison d'être s'il pouvait former de futurs cardiologues. Pourquoi obli-

(*) Voir *France-Illustration* du 5 avril.



Cette photographie du séchage du papier dans la papeterie de la Banque de France évoque un motif surréaliste.

ger avocats et tabellions appelés à exercer leur profession dans les villes et les bourgs de province à en émigrer pour parachever leur instruction ?

La Cité universitaire de Clermont-Ferrand, elle, coquettement et confortablement aménagée, souffre du mal qui met en péril l'existence de toutes les cités universitaires de France : le manque de crédits. Malgré des prodiges d'administration et les cris de détresse poussés en vain vers le ministre, le déficit s'accroît chaque jour d'une façon alarmante. Or, l'on ne peut élever les prix de pension sans s'écarter du but que visent les établissements de ce genre : permettre à une jeunesse douée, mais peu favorisée par la fortune, de poursuivre ses études dans de bonnes conditions.

Pendant la guerre l'Université de Strasbourg fut repliée à Clermont-Ferrand. On n'a pas oublié le drame qui se joua alors, comment les Allemands exécutèrent un jour une opération de police, dont le résultat fut la déportation d'un grand nombre d'étudiants alsaciens et l'assassinat, dans un couloir même de l'université, du titulaire de la chaire d'épigraphie, l'éminent professeur Colon.

LE CANTAL ET SON PLAN D'ÉQUIPEMENT

Laissant derrière moi Clermont et ses usines, Riom et son beau palais de justice, ses vieilles rues, sa *Vierge à l'oiseau,* ses hôtels Renaissance, je m'enfonce dans l'un des départements les plus pittoresques et les plus mal desservis de France : le Cantal.

Là, coule à grand bruit la jeune Dordogne sur son lit de cailloux et mille ruisseaux aux eaux vives, aimés de la truite, vers lesquels les ingénieurs tournent des regards sagaces et concupiscents, car ces torrents sont autant d'énergie électrique en puissance; là, des routes et de chétives voies ferrées serpentent et grimpent à travers des coulées de lave ; là, des bois trop éclaircis par la cognée vous parlent des antiques forêts de la Gaule ; là, toute noire, la cathédrale romane de Mauriac affirme les qualités artistiques de ce peuple à l'aspect fruste ; là, enfin, sur les pentes des montagnes, paissent ces troupeaux qui font la richesse du pays, lui permettent de défier les restrictions alimentaires et l'inondent de ce lait que les paysans savent transformer en « fourme » et en « bleu d'Auvergne », deux fromages délicieux dont nous sommes en train, à Paris, d'oublier le goût.

Mais si de Riom-ès-Montagne vous voulez revenir sur Clermont pour y prendre l'express de Paris il vous faudra, après vous être levé à 5 heures du matin, voyager six heures dans diverses « michelines » et pour peu que cela se passe en hiver, un matin de gelée, comme ce fut le cas pour moi, une protection toute spéciale du Seigneur ne sera pas de trop pour vous éviter une mortelle pneumonie.

Les habitants du Cantal n'y peuvent rien, les pauvres ! Ils ne demanderaient pas mieux que de trouver une automotrice bien chauffée lorsqu'ils y pénètrent les souliers cuirassés de neige durcie. C'est pourquoi, par-dessus leur tête innocente, je dédie le paragraphe précédent à qui de droit. Car, enfin, le Cantal veut devenir une région touristique et il a tout pour mériter ce titre : les beaux paysages, les distractions : sports d'hiver, pêche, canoe, la bonne chère...

Dans la petite ville d'Aurillac, qui est sa modeste et riante capitale, je trouve un conseil général plein d'enthousiasme, d'énergie et de projets. Grâce à lui le Cantal, tout comme divers grands Etats, a son plan. Et Dieu veuille que tous les plans quinquennaux et autres soient aussi totalement dépourvus d'arrière-pensées et de noirs desseins ! C'est un plan d'équipement départemental grâce auquel on espère améliorer la situation économique et les conditions de vie du paysan. Le Cantal est un département agricole, un département d'élevage plutôt. C'est vers le fermier et son bétail que se penche le jeune conseil général.

Les grandes lignes de ce plan peuvent se résumer ainsi : revalorisation et amélioration de la race bovine de Salers ; aménagement de l'habitat rural; perfectionnement de l'industrie laitière ; développement du tourisme.

Je ne parlerai pas du tourisme. Ou, alors, il faudrait que mes lecteurs aient tous une automobile. Mais, enfin, il faut être juste : avant la guerre il y avait tous les jours des voitures directes qui reliaient Paris au cœur du Cantal. Cela reviendra, sans doute. En attendant, occupons-nous plutôt de ces créatures auxquelles les malheurs du temps confèrent une grâce singulière et comme mythologique : les vaches et les bœufs.

L'Auvergne, et le Cantal en particulier, possède une race bovine, dite de Salers, qui figure parmi les huit races françaises homologuées au Herd Book. Ce sont des bêtes robustes, bien adaptées au climat, qui peuvent aussi bien s'atteler à la charrue que donner du lait. Ce lait, très riche en matière grasse, permet la fabrication des deux excellents fromages qui constituent l'industrie fondamentale de la région.

Depuis 1906, la race bovine de Salers dispose d'un arbre généalogique : « Malheureusement, dit le journal *la Liberté* de Clermont, tous les efforts du passé n'ont pas permis de créer dans le Cantal de véritables « souches » laitières » dûment enregistrées, de certifier l'origine des meilleurs sujets et de délivrer lors des ventes d'animaux un pedigree pour chacun d'eux. Sur le terrain économique la race de Salers sera battue demain si elle n'atteint pas le même degré de sélection que les autres grandes races laitières : hollandaise, normande, pie rouge de l'Est, schwitz. »

C'est contre ce péril que s'élève le conseil général du Cantal lorsqu'il veut multiplier les inscriptions au Herd Book et instituer le contrôle laitier zootechnique. Il veut créer dans le département des étables où serait pratiquée une sélection rigoureuse que l'on appellerait « vacheries pépinières ». C'est en vue de faciliter cette indispensable sélection qu'a été créé à Aurillac le deuxième centre d'insémination artificielle de France. Le conseil général voudrait obtenir aussi l'amélioration du laboratoire de la direction des services vétérinaires, la création d'une école départementale d'agriculture, l'agrandissement de l'Ecole nationale d'industrie laitière d'Aurillac déjà existante, l'organisation de cours postscolaires agricoles cantonaux et enfin l'aménagement d'un laboratoire de recherches agricoles qui pourrait fonctionner à l'Ecole nationale d'industrie laitière.

En ce qui concerne l'habitat rural, on encourage par tous les moyens — prêt y compris — le paysan à moderniser sa maison. On envisage la création dans les villages d'un « bloc communal » ou « foyer rural » — la première appellation étant préférée à la seconde à cause de l'accent vichyssois de celle-ci — dans lequel le paysan trouverait des douches, une bibliothèque, une salle de réunion où l'on pourrait donner des conférences, faire éventuellement du théâtre et du cinéma. Naturellement l'amélioration de l'habitat rural — dont le but secret et avoué est de freiner l'exode de la jeunesse vers la ville — sous-entend la multiplication et l'amélioration des chemins, la création d'adduction d'eau dans le plus grand nombre possible de communes, la construction de marchés commodes, le développement des sports, le perfectionnement de l'équipement sanitaire...

Un tel plan nécessiterait, pendant les cinq ans prévus pour sa réalisation, une dépense globale de 375 millions. Son financement se ferait de la façon suivante : 25 % à la charge de l'Etat, 25 % à la charge du département, 50 % à la charge des communes intéressées.

Comment ne pas envisager avec sympathie ce long et vaste effort auquel veut se consacrer, pour rattrapper son retard, ce Cantal si longtemps oublié dans ses montagnes !

Vue générale du barrage de l'Aigle, dont la construction est actuellement en cours dans la vallée de la Dordogne. On peut juger de la rapidité avec laquelle les travaux ont été menés en consultant l'article que France-Illustration *a publié dans son numéro du 27 octobre 1945.*

FROMAGES ET BARRAGES

C'est à Mauriac qu'il faut aller pour entendre parler des barrages qui bientôt vont encercler d'une chaîne ininterrompue la moitié du Cantal. Les bureaux de la Compagnie pour l'aménagement de la moyenne Dordogne sont installés dans une aile de l'hôpital-hospice, car la crise du logement sévit même ici. J'apprends des ingénieurs que la chaîne de barrages, lorsqu'elle sera achevée — et alors la Dordogne sera le seul fleuve de France totalement « aménagé » — se présentera ainsi :

Barrage de Bort-les-Orgues, où les travaux commencés récemment seront terminés en 1950 et qui développera une force de 260.000 kilowatts ;

Barrage de Marèges, inauguré en 1935, dont la force est de 150.000 kilowatts ;

Barrage de l'Aigle, dont les gros travaux prendront fin cette année. Sur les quatre groupes de transformateurs qui donneront chacun une force de 60.000 kilowatts, un va être mis en service très prochainement ;

Barrage de Chastang, commencé en même temps que celui de Bort et qui sera achevé comme lui en 1950. Force 270.000 kilowatts.

A ces barrages sur la Dordogne il faut ajouter : le barrage de Sarrans et les usines de Bromat, sur la Truyère, et le barrage de Saint-Etienne-Cantalès, sur la Cère.

Mais, si devant une aussi gigantesque captation de force hydraulique on formule timidement l'espoir de voir prochainement disparaître les coupures de courant électrique, l'ingénieur répondra avec un sourire :

« Les restrictions d'électricité devront être encore maintenues longtemps. D'abord, parce que plusieurs de ces barrages n'en sont qu'à leur premier stade de construction ; ensuite, parce que la consommation d'électricité s'est prodigieusement accrue ; enfin, parce que la pénurie de charbon, dont rien ne permet d'envisager la fin prochaine, paralyse presque complètement les usines thermiques. »

Je me console en citant le proverbe : « Tout vient à point à qui sait attendre. »

La petite ville de Riom-ès-Montagne est une capitale fromagère. Cinq usines s'y consacrent à la fabrication des « fourmes » et des « bleus ». J'emploie le mot usine faute d'en connaître un autre plus adéquat, mais il me paraît mal convenir à ces sortes d'entrepôts-caves où des spécialistes surveillent la maturation des fromages qui, dans leur état primitif, ont été collectés dans les fermes de la région. Cela fait un peu penser à des couveuses. Les fromages, placés dans des locaux où règne la température qui leur convient, sont périodiquement retournés, examinés, jusqu'à ce qu'ils aient atteint ce degré de maturité qui en fait des mets délectables. En outre, pour les « bleus » — faits avec du lait de vache contrairement à leur illustre cousin le « roquefort », élaboré avec du lait de brebis — on pratique, à l'aide d'espèce de trocarts, l'injection de mie de pain qui, en moisissant, donnera au fromage ces mouchetages bleus auxquels il doit son nom et sa saveur piquante.

Pour que l'on puisse apprécier le volume d'affaires qui se fait dans ce bourg, je dirai que « l'Auvergne laitière » manipule annuellement environ 8.000 « fourmes » de 30 à 40 kilos chacune et 250.000 « bleus » de 2 kg. 300 à 2 kg. 500 chacun. Deux autres maisons se spécialisent uniquement dans la « fourme » pour des chiffres presque équivalents ; la quatrième se consacre uniquement aux « bleus ». Enfin, la cinquième maison fabrique ce fromage cuit appelé couramment crème de gruyère et qui, en d'autres lieux, fut popularisé par la figure hilare d'un bovidé. Ce fromage est fait à partir d'autres fromages, « bleus » ou « fourmes », dont la teneur en matière grasse était insuffisante. On les mêle à un peu d'eau, dans de grandes cuves, on les malaxe, on les triture, on les fait cuire. Cela donne finalement une pâte molle qui, débitée en triangles et soigneusement enveloppée de papier d'argent, devient pour les goûters d'enfants et les voyages un fromage propre, commode à emporter et savoureux.

Pour finir mon tour d'horizon auvergnat, je me bornerai à mentionner la terre de kieselgur et la gentiane.

Cette terre de kieselgur on la trouve à Riom-ès-Montagne, où elle recouvre de vastes étendues de sa blancheur aveuglante. C'est une terre qui, broyée, devient d'une finesse presque impalpable et que ses propriétés destinent à des usages chimiques, notamment le raffinage du sucre. On en exporte un peu partout dans le monde entier, car les gisements de cet ordre sont rarissimes.

La gentiane, c'est surtout dans le bourg de Trizac qu'on l'exploite, bien qu'à travers l'Auvergne entière il y ait de vastes zones qui lui sont consacrées — car on ne saurait véritablement parler de culture — et où des compagnies concessionnaires se livrent, le moment venu, au ramassage. Cette douce fleur des altitudes possède une racine amère dont on fait des apéritifs et des préparations médicinales. Trizac exporte aux Etats-Unis de la racine de gentiane.

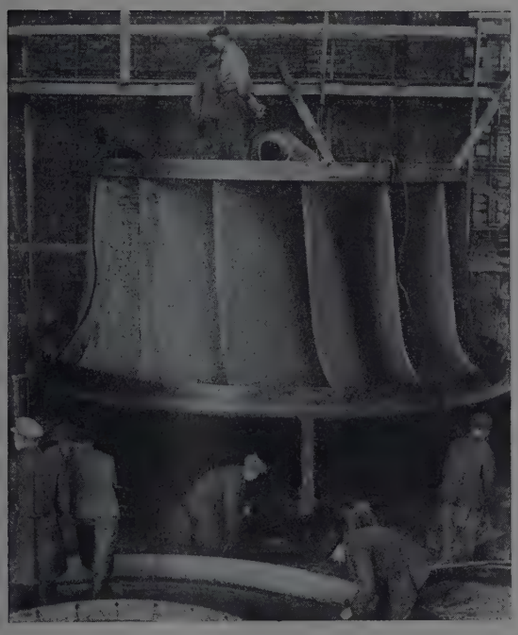
Naturellement, pendant l'occupation, dans cette Auvergne dont la configuration géographique faisait un incomparable centre de maquis on s'est battu. Dans les monts de la Margeride, spécialement au mont Mouchet, les maquisards auvergnats livrèrent à une division allemande un âpre combat peu après le débarquement en France. Mal équipés devant les tanks et les avions, ils durent finalement se disperser après avoir laissé de nombreux morts sur le terrain. Mais le but que recherchait le grand état-major allié fut atteint : la division allemande retardée par cette pénible opération de la Margeride ne put jamais rejoindre le poste qui lui était assigné en Normandie. Empêtrée dans un fouillis de routes coupées, de ponts sautés, de chemins de fer disloqués, elle eut le plus grand mal à se tirer de ce guêpier d'Auvergne et n'y parvint que pour être tout entière faite prisonnière, un peu plus au nord, par les Américains et la Ire armée française. Mais, dans leur rage, les Allemands avaient incendié les villages de Clavières, Saint-Martial et Anterrieux.

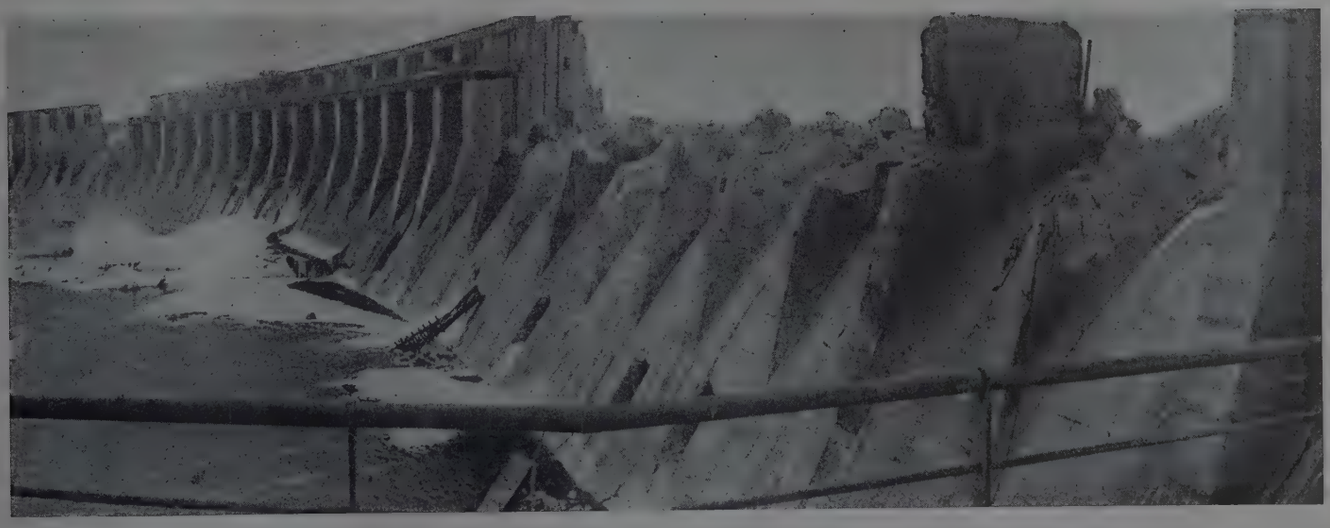
C'est ainsi que l'Auvergne, isolée et désarmée, sut, comme aux jours de Gergovie, prouver qu'elle était le cœur de la France.

FIN

Photographies Alliance-Photos, Ergy-Landau, *France-Illustration*.

Le lac Chambon est un des sites les plus réputés d'Auvergne. Il reçoit toujours la visite de nombreux touristes.





LA RECONSTRUCTION DU « DNIEPROSTROÏ »

On n'a pas oublié le gigantesque barrage, élevé avant la guerre sur le Dniéper (en haut, à gauche), et que les Russes avaient fait sauter au cours de l'offensive allemande de l'été 1941. Le *Dnieprostroï* alimentait en particulier le bassin du Donetz, une des plus importantes régions industrielles de l'U. R. S. S. Dès la fin de la guerre, le gouvernement soviétique a pris les dispositions nécessaires pour que les travaux de reconstruction fussent menés avec le maximum de célérité. Tous les moyens furent mis en œuvre dans ce but. Des milliers d'hommes, depuis vingt mois, ont utilisé d'innombrables tonnes de matériaux, mis en place par des grues géantes qui fonctionnaient jour et nuit. Trois énormes turbines ont été livrées par les Etats-Unis pour la centrale électrique, qui bientôt pourra fournir à nouveau le courant aux usines soviétiques.

GRAND MEETING A ROME

" COMMENT J'AI TUÉ MUSSOLINI "

Walter Audisio, l'homme qui exécuta Mussolini, faisant son récit à la foule, tandis que la police assure l'ordre.

L'HOMME qui exécuta Mussolini, Walter Audisio, vient de tenir à Rome, sous l'égide du parti communiste italien, un meeting en plein air au cours duquel il a exposé dans quelles circonstances le Duce et les principaux chefs du parti fasciste avaient été tués. Une foule considérable s'est rendue à la basilique di Massenzio, à côté du Colisée, pour écouter l'orateur. On se souvient qu'en avril 1945 Mussolini avait été découvert par un groupe de partisans alors que, caché sous une couverture, il fuyait dans un camion en direction de la Suisse. Après un jugement sommaire, il fut conduit sur les bords du lac de Côme et fusillé le 28, en même temps que sa maîtresse, Clara Petacci. Walter Audisio, qui est connu aussi sous le nom de colonel Valerio, a assuré qu'il n'avait pas agi de sa propre initiative, mais en accord avec le gouverneur américain de Milan: le colonel Charles Poletti. Des mesures de sécurité particulières ont été prises pendant cette manifestation, par la police romaine, pour éviter que des éléments fascistes ne tentent de s'emparer d'Audisio. Lo police montée et les jeeps ne cessèrent de patrouiller jusqu'à la fin du meeting.

LES LIVRES

par ANDRÉ ROUSSEAUX

LE TÉMOIGNAGE DE PAUL PETIT

C'ÉTAIT un homme de la carrière. Il avait été reçu premier, en 1920, au concours des Affaires étrangères. Prague et Rome, Smyrne et Munich l'avaient vu tour à tour à des postes successifs. Ministre plénipotentiaire à Copenhague, l'agression allemande du 9 avril 1940 le chassa du Danemark. Quand il rentra en France, ce fut pour assister à la débâcle et à la capitulation.

C'était un lettré, voire un écrivain. La philosophie l'attirait, et aussi la poésie et l'art. On l'avait vu commenter Bergson et parfois le réfuter sur certains points, préfacer une anthologie de Max Jacob, dresser une bibliographie de Claudel, traduire un vieux texte chinois sur « les Dix Etapes dans l'art de garder la vache »...

C'était un chrétien. Il s'était attaché à la pensée de Kierkegaard, à la mystique de maître Eckhart. Il est mort son chapelet à la main, priant pour sa femme et pour ses enfants. Car il a été fusillé. C'était un résistant.

Je veux dire : c'est un résistant. Ce noble mot ne se conjugue qu'au présent. Il ne saurait tomber dans le passé sans perdre sa valeur. On ne fait pas d'histoire avec lui. La résistance est un esprit qui ne meurt pas. Elle ne vaut pas pour les survivants par la prétention à des titres acquis, mais par leur aptitude à les remettre en jeu. Quant aux morts de la résistance, ils portent un témoignage éternellement vivant. Celui de Paul Petit nous accompagne de sa force et de sa lumière.

Dès la fin de 1940 il a pris parti. Le 20 mars 1941 il procède à une sorte d'examen de conscience lucide, énergique, décisif. C'est le premier des textes qu'on nous donne à lire aujourd'hui dans le recueil intitulé *Résistance spirituelle* (Gallimard).

« Le 20 mars 1941 il y eut un homme tout seul qui jugea que le moment était venu de prendre l'offensive. »

Ainsi parle Paul Claudel au seuil d'un poème qu'on a placé en tête de ce volume. La protestation de Paul Petit marquait le début d'une résistance spirituelle organisée. Le 10 juin 1941 il publiait le premier numéro d'un journal clandestin, *la France continue*. Il ne devait pas pouvoir le poursuivre longtemps. Arrêté le 7 février 1942, il fut condamné à mort le 16 octobre 1943 pour avoir « travaillé contre l'Allemagne en éditant un journal clandestin hostile et en publiant des tracts qui avaient beaucoup influencé les milieux intellectuels dans un sens hostile à la politique de collaboration ». On le fusilla à Cologne le 24 août 1944. A l'heure même où le général Leclerc entrait dans Paris, Paul Petit subissait le martyre.

Ce mot, dont on pourrait craindre l'abus, au sujet des Français qui sont morts dans la guerre de la Résistance est bien celui qui doit être employé ici. Un martyr, au sens le plus strict du mot, est l'homme qui meurt pour témoigner de sa foi. Paul Petit est bien mort pour la foi chrétienne, car c'est pour défendre l'intégrité de celle-ci qu'il était entré dans la Résistance française. La foi chrétienne et la foi de la France avaient les mêmes exigences pour lui. C'est une tradition qui remonte loin, du côté de Jeanne d'Arc et de saint Louis. Et c'est pourquoi un témoignage comme celui de Paul Petit est capital. Il fait porter la Résistance sur ce que la France a de plus sacré, et qui est son âme. D'autre part, il proteste contre le plus grand mal que la capitulation ait fait à la France quand elle s'est présentée comme une sorte de devoir moral : ce mal le plus grave n'est pas d'avoir laissé violer le corps de la France, mais d'avoir vendu son âme.

Quand Paul Petit, le 20 mars 1941, se dresse contre la trahison de Vichy, il ne s'en prend pas tant, en effet, à tels ou tels abandons politiques, militaires, territoriaux ; il réplique à la déclaration de Pétain : « C'est à un redressement intellectuel et moral que d'abord je vous convie. » Et, s'il le fait avec violence, il n'y a pas à en être surpris ni choqué, comme semble le craindre M. Jacques Madaule, préfacier de l'ouvrage, qui voudrait chercher des excuses à ce qu'il appelle certaines « pointes polémiques ». Mais non. La polémique n'a rien à voir ici. Si un chrétien de France n'avait pas crié au scandale devant l'imposture de Vichy, c'est que l'authenticité de son christianisme eût reçu les coups d'estompe qui ont brouillé et amolli trop d'âmes bien pensantes. C'est l'honneur d'un laïc comme Paul Petit ou d'un prêtre comme le Père de Montcheuil — qui était un des premiers théologiens de notre époque — d'avoir signé de leur sang le témoignage de fidélité absolue à la vérité qui ne tolère pas de compromis.

M. Jacques Madaule le dit d'ailleurs fort bien lui-même quand il écrit que la voix de Paul Petit est « celle d'un chrétien qui témoigne au mépris de sa vie en face des idoles nouvelles ». Et quand il ajoute : « Ce qui a été mis en péril par les régimes totalitaires, dont Vichy fut la pâle et servile imitation, c'est le principe même de toute civilisation digne de ce nom. Nous ne le sentons que trop aujourd'hui, où, la vague hitlérienne brisée, il subsiste tant de confusion dans les esprits... » Cela est très vrai. L'éclair de vérité projeté dans les consciences par Paul Petit a presque autant de nuages à dissiper aujourd'hui que le jour où il brilla dans les ténèbres de l'occupation.

« A vrai dire, écrivait Paul Petit, ce qui se passe en France montre que le christianisme y est sérieusement malade, même chez ceux qui se croient catholiques. » Il suffisait pourtant de quelques mots à ce fidèle pour rétablir la vérité de façon aveuglante : « De même que le Troisième Reich, mettant délibérément l'idéal chrétien à la poubelle, a posé comme un absolu le droit de l'Allemagne de conquérir et régenter le monde par la force brutale, de même le gouvernement de Vichy a lâché l'idéal au profit de ce qu'il croit être l'intérêt français (et qui, d'ailleurs, ne l'est même pas ! mais ceci est une autre question) ; en d'autres termes, il a cru pouvoir essayer de couper la France de Dieu, c'est-à-dire de transformer notre idéal national — inséparable du christianisme et des principes catholiques, c'est-à-dire universels — en un affreux totem, oui, en une idole dont toute âme un peu noble se détourne avec horreur. » Paul Petit disait encore : « Que le gouvernement de Vichy continue à employer le vocabulaire le plus idéaliste (« Suivez-moi, gardez votre foi en la France éternelle ! ») ne fait au fond qu'aggraver son cas. C'est justement parce que nous gardons notre foi en la France éternelle que nous refusons de le suivre. »

Appuyé sur cette fidélité à la vérité absolue, Paul Petit fait face à tous les compromis et d'abord à ceux qui viennent du plus haut. Il faut lire les réponses qu'il fait à telles exhortations du cardinal archevêque de Paris ou à telles invites du cardinal Baudrillart. Et, lors de certaine déclaration des cardinaux et archevêques de la zone occupée, avec quel accent il s'écrie : « Il faut choisir : on ne peut servir à la fois Dieu et Mammon. Il faut choisir. L'habileté dans le dosage de vos déclarations ne saurait vous soustraire à cette nécessité. »

Les actes de la Résistance ne sont pas seulement des faits admirables de l'histoire de France. Ce sont, avec une force imprescriptible, les signes permanents de la meilleure vie française. Parmi ces signes, celui dont l'inscription revient à Paul Petit est un des plus purs et des plus éclatants.

M. MARCEL PAGNOL, QUI OCCUPERA LE FAUTEUIL DE MAURICE DONNAY, A ÉTÉ REÇU SOUS LA COUPOLE, LE 27 MARS, PAR M. JÉRÔME THARAUD.

LE THÉATRE

par YVES GANDON

L'IMMACULÉE

ANNE, MA SŒUR ANNE...

ON ne reprochera pas à M. Philippe Hériat de suivre les sentiers battus. Ayant rencontré l'idée de la parthénogénèse dans les ouvrages de M. Jean Rostand, il y a découvert une possibilité d'action dramatique qu'il a exploitée tout aussitôt dans *l'Immaculée*. Le point de départ en est aussi audacieux que captivant. Mlle Ambrieu, âgée de trente et un ans, a lu, dans une revue médicale, que des biologistes avaient résolu le problème de la conception sans intervention du mâle : la parthénogénèse, assez courante chez les végétaux et certains invertébrés, deviendrait ainsi possible dans l'espèce humaine. Or, cette demoiselle Ambrieu, courtière en antiquités, a le dégoût de l'homme. Elle voudrait un enfant qui ne fût qu'à elle. Ainsi la voyons-nous, dans un premier acte en manière de prologue, s'offrir comme sujet d'expérience au docteur Ferrié, qui, après l'avoir mise en garde, accepte d'éprouver sur elle sa méthode.

Le second acte se passe vingt ans après. Eve Ambrieu a mis au monde une Evelyne sans père. La mère et la fille se ressemblent comme deux gouttes d'eau, avec la seule différence de l'âge. Evelyne ignore l'étrangeté de sa naissance. Elle est une jeune fille comme les autres et trouve les jeunes gens à son goût. Elle préfère même un camarade de tennis, un certain Maxime Perron, actuaire dans une compagnie d'assu-

rances, qu'elle invite à prendre le thé pour le présenter à sa mère. Et le drame éclate, car Eve Ambrieu n'a rien abandonné de ses préventions contre l'homme et ridiculise le garçon. Evelyne s'insurge, et la mère révèle au prétendant la singularité de sa fille. Maxime Perron tient dès lors celle qu'il aimait pour un monstre. Il s'éloigne d'elle, et Evelyne, désespérée, ne trouvera d'autre recours, pour rentrer dans la norme, que de se livrer à un simple, qui lui donnera un enfant.

La brièveté de cette analyse ne rend qu'un compte insuffisant d'une pièce solidement construite et soutenue par un dialogue sobre dans l'ensemble et de bonne facture. Elle permet cependant de soulever quelques objections qui tiennent à la fois au genre et à la façon dont il a été traité. Et, tout d'abord, il apparaît que l'anticipation se défend mieux dans le roman qu'à la scène. Le romancier peut demander plus de crédit à l'imagination du lecteur. Il est mieux armé pour créer et perpétuer l'illusion de l'extraordinaire. Le dramaturge, lui, est limité dans ses inventions par la réalité vivante de ses personnages. Nous voulons bien croire que la parthénogénèse humaine est possible, mais, jusqu'à nouvel ordre, nous ne pouvons la considérer que comme utopique, et cette absence de crédibilité immédiate détruit pour une bonne part l'intérêt que nous portons aux personnages soumis au postulat initial.

Sans doute y aurait-il un moyen d'échapper à la gratuité du thème, et ce moyen consisterait à s'évader dans une fantaisie qui ressortirait au conte philosophique. Mais justement Philippe Hériat a voulu écrire une pièce humaine ; il requiert de nous l'adhésion à son difficile postulat, et, malgré tout le talent qu'il déploie à cet effet, il ne parvient pas tout à fait à nous convaincre.

Une autre objection, plus grave à mon sens, se réfère au caractère de ses personnages. Maxime Perron, dès qu'il apprend l'insolite opération à quoi sa fiancée dut la vie, s'éloigne de la charmante fille avec horreur. Evelyne elle-même se considère comme un monstre. Et j'avoue ici, dans la simplicité de mon cœur, que je ne comprends pas. Comment ? Maxime Perron serait tout disposé à prendre Evelyne pour femme si elle était l'enfant naturelle de quelque voyou qui eût abandonné sa mère et il recule à l'idée d'une conception scientifique, laquelle n'implique aucune concession, aucune laideur morale ? Je tiens, pour ma part, que ce Maxime est un niais, plus perdu de préjugés que le plus affreux petit bourgeois et que, dans une circonstance pareille, l'aimable Evelyne, en peine de mari, n'aurait que l'embarras du choix.

Sylvie (Mme Ambrieu) et Claude Génia (Mlle Ambrieu) au second acte de « L'Immaculée ».

A y regarder d'un peu près, on s'aperçoit que M. Philippe Hériat n'a fait que transposer, accommoder à la sauce moderne, et sans peut-être y prendre garde, un sujet abondamment traité par toute une littérature mélodramatique, qui va de Diderot à Dumas fils et à Georges Ohnet. Le fils naturel est remplacé par l'enfant scientifique, mais le préjugé reste le même. Qui l'eût cru à une époque aussi affranchie, aussi cynique que la nôtre ?

Et voilà sans doute pourquoi cette pièce intéressante, menée bon train par un auteur au fait de toute la cuisine dramatique, n'arrive pas à nous émouvoir, même à ses meilleurs moments. Nous refusons d'être pris par une action qui doit moins à la vérité des caractères qu'à l'arbitraire des situations.

Il faut s'empresser d'ajouter cependant que pour défendre sa cause M. Philippe Hériat a trouvé une interprétation hors de pair. Mlle Claude Génia, dans son double rôle, a fait une de ses meilleures créations. Au premier acte, notamment, raidie dans son refus de céder à l'homme, contractée, magnifique petite bête glacée d'intelligence et brûlante de révolte, elle incarne et justifie son personnage. Dans les trois actes suivants, elle s'humanise, se féminise à merveille et manifeste avec une belle aisance l'étendue de ses moyens. Sylvie, en mère exclusive et farouchement égoïste, n'appelle pas de moindres éloges. Louis Arbessier continue de montrer la belle autorité que nous lui avons vue dans *Moloch*. Il n'est pas jusqu'à Jean Chaduc qui n'ait tenu sans défaillance le difficile emploi de benêt raisonnable qui lui était assigné. La Comédie des Champs-Élysées doit aussi être louée pour le charmant décor de Marcel Coard, rehaussé de très beaux meubles du Consulat et de l'Empire.

Une autre pièce en quatre actes (décidément, c'est la saison !) d'Antoine Bibesco, *Anne, ma sœur Anne...*, est donnée au théâtre de l'Ambigu. Anne Vernon est un lys qui croît dans un parterre de fleurs vénéneuses. Entendez par là que son père, le colonel Théodore Vernon, ancien colonial, a pris dans sa carrière le goût des stupéfiants, que sa sœur Suzanne est une petite garce et que la pauvre Anne attend le prince charmant en gribouillant romans et pièces de théâtre. Le prince se manifeste : c'est un médecin aliéniste, qui lui promet que « sa volonté sera faite ». Elle se laisse donc épouser, mais le dit médecin est maladroit en amour, Anne, désenchantée, s'éprend du collaborateur direct de son mari, et, comme il y a encore sur terre d'honnêtes garçons, l'inassouvie restera sur sa faim et se suicidera proprement.

Cette pièce, un peu longue et légèrement faisandée, part assez bien, puis perd de son intérêt et manque, au total, de consistance. C'est du travail d'amateur distingué, qui ne sait pas soutenir son effort, et qui, peu convaincu lui-même, a quelque peine à convaincre le spectateur. Mais quel talent y déploie Mme Maria Favella ! Cette belle artiste, de rôle en rôle, n'a cessé de progresser depuis deux ans. Son pathétique visage, sa voix bien timbrée, le naturel et la simplicité de sa mimique la placent aujourd'hui au rang de nos meilleures comédiennes. Mlle Suzet Maïs, dont les dernières manifestations ne m'avaient pas paru très heureuses, a trouvé, cette fois, un rôle à sa mesure. Elle est grinçante, crispante, acidulée à souhait. Marcel Vergne, Fernand Bercker, sans parler d'un Jean Dax un peu hésitant, leur sont d'honnêtes partenaires. Les décors de Deshayes, enfin, sont assez discrets pour se faire oublier.

LA MUSIQUE

par ROBERT KEMP

LE BALLET DE " KHAMMA ", DE CLAUDE DEBUSSY

La partition de *Khamma* n'avait été jouée qu'une fois, aux Concerts Colonne, le 15 novembre 1924. On avait reconnu, à travers la buée frémissante des cordes, dans de sourdes harmonies crépusculaires, les mêmes apparitions, fugitives et comme lointaines, de notes cuivrées qui dans *Nuages,* semblent les lueurs, là-bas, d'un phare à éclipse, clignotant dans une ouate de brume. Et ces battements sourds qui, au fond de la grotte de *Pelléas* ou dans les souterrains du château, signalent l'angoisse des hommes, lorsque leurs cœurs cognent plus vite. Et des trompettes encore, pareilles à celles de *Fêtes,* qui s'éteignent on ne sait où, derniers vestiges d'un cortège guerrier ou d'une parade foraine. En somme, *Khamma,* écrite en 1911, c'est-à-dire à l'instant où Debussy adoptait un nouveau style et méditait des métamorphoses, à l'époque des *Préludes,* d'*Images,* du *Promenoir des deux amants,* et de ce *Saint Sébastien* où il s'épurait lui-même et atteignait à une majestueuse simplicité, comme Fauré, dans le même temps, s'y efforçait victorieusement lui aussi, *Khamma* semblait une récapitulation de quelques trouvailles de la jeunesse de Debussy ; un affectueux adieu aux paysages de *Pelléas,* de *la Soirée dans Grenade* et même de *la Mer.* Elle ne nous révélait, ne nous enseignait rien... Elle était seulement délicate ; parfaite en chaque détail, parce que Debussy, quoi qu'il fît, gardait le privilège d'être parfait, mesure par mesure et note à note... Il n'y a qu'à regarder ses manuscrits. Ce sont des bijoux de clarté graphique, d'élégance... D'exquis semis décoratifs.

Khamma avait été composée sans recherches, c'est-à-dire sans amour ; consciencieusement. Une danseuse anglaise, Maud Allan, envieuse du mécénat glorieux de Mme Ida Rubinstein, et de sa danse sur les charbons ardents, et de son crucifiement dans *Saint Sébastien* avait obtenu de la courtoisie de Debussy la promesse, qu'il tînt, d'une musique de ballet dont elle avait signé le scénario près de L. Courtney... De ces trois noms, un seul demeure. Nous verrons, à l'Opéra-Comique, où *Khamma* a été montré fort artistement, combien les songeries sonores de Debussy, ses réminiscences, ses citations, s'écartaient du farouche sujet du livret. A dire vrai, on n'aperçoit qu'une similitude d'angoisse, de mélancolie... Il faut s'efforcer pour croire que ces nuages sonores, ces triolets rampants sont d'Egypte, et non de Bretagne ; que ces trompettes sont celles de l'armée qui assiège une cité du Nil, et non des cris de mouettes sur la mer du Nord, du côté d'Allemonde, quand s'en va le vaisseau qui amena Mélisande.

Pour apaiser Râ, le dieu solaire, qui a permis qu'une cité où il est adoré fut cernée et gravement menacée par des soldats d'une autre race, un grand prêtre exige de la belle danseuse Khamma, qui sert Râ comme Salammbô servira Tanit, la déesse d'argent, qu'elle danse, sur les dalles du Temple, près de la statue monstrueuse du dieu, une de ces danses sacrées qui préludent au sacrifice suprême. Et *Khamma,* hostie de son peuple, danse, dans une robe bleu de nuit, où scintillent des constellations et des lumières de lune. Râ serait difficile, s'il ne la jugeait pas belle, et agile et voluptueuse. C'est Mlle Geneviève Kergrist, qu'encadraient, pour la condamner à la mort héroïque ou essayer de l'arracher à Râ — ce dieu si sage, dieu de raison et de vérité, dieu de la fécondité et de la vie, est bizarrement représenté ici comme un Moloch ; un groupe de douces chairs... — de bons danseurs, comme Tcherkas, Michel Gével, Michel Rayne... Le ballet de l'Opéra-Comique est en grand progrès ! Mais on a surtout admiré le décor de Luc-Albert Moreau, ses hardies colonnes, hypostyles du ciel, dirait-on, car le chapiteau se perd dans les frises ; et la masse de la statue ; et le beau coloris mordoré de l'ensemble. Et toutes ces beautés, musique, danseuse, peinture, laissent heureusement oublier les banalités, les redites de Courtney et de Maud Allan...

La soirée de ballets où fut créée *Khamma* nous a permis de réentendre l'admirable *Concerto* pour piano et orchestre de Prokofieff ; œuvre extraordinaire de mouvement, vif argent sonore, d'un dynamisme infatigable, où, dans l'entr'acte, rêve un andante d'un slavisme — naturellement — charmeur, des notes inattendues, qui reçoivent à sa descente la ligne mélodique, vous donnent un choc au cœur : vous vous sentez, tout à coup, seul, au milieu des steppes... Le clavier était confié à M. Jean Prulière, bon virtuose. Mais qui peut rivaliser avec les doigts d'acier, les grandes mains puissantes, fougueuses de Prokofieff, le plus surprenant des pianistes ?

Les musiques de *la Belle au bois dormant* et de *Casse-Noisette* sont de Tchaïkowsky. La majorité du public y régale sa paresse. Il est là chez lui. Il retrouve les rythmes des danses de la grand'mère ; et les fadeurs des romances sentimentales ; et des vulgarités de « fantaisies brillantes » jouées sur le mail, en province. La facilité de *la Belle* va jusqu'au trivial. Mais l'orchestration est malicieuse ; c'est plein de jolis trompe-l'oreille. *Casse-Noisette* a plus de grâce, et l'esprit n'est plus celui qui court les rues. On a fêté, dans *la Belle,* Mlle Darsonval, et, dans les deux ballets de Tchaïkowsky, un jeune danseur français revenant d'Amérique, M. Jean Guélis, fin et souple, bondissant et précis... Une étoile, bientôt, de première grandeur.

Ce spectacle de danse fait honneur à notre cher Opéra-Comique et nous console de soirs moins heureux.

LE CINÉMA

par DENIS MARION

VOYAGE SANS RETOUR

PAT O'BRIEN, MERLE OBERON ET GEORGES BRENT DANS « VOYAGE SANS RETOUR ».

Je puis me tromper, mais je ne serais pas surpris si le scénario de Robert Lord devenait pour le XXe siècle ce que *la Dame aux camélias* a été pour le XIXe siècle : la grande histoire d'amour qui fait pleurer les midinettes et devant laquelle les plus cyniques restent difficilement insensibles. Sans doute, les différences sont nombreuses et importantes. Alexandre Dumas fils avait romancé un épisode de sa propre vie et Marguerite Gauthier a eu un prototype réel dans Marie Duplessis, dont la tombe se trouve encore aujourd'hui pieusement fleurie à chaque anniversaire par des mains anonymes. Tandis que les protagonistes de *Voyage sans retour* sont sortis tout entiers de l'imagination du scénariste. Les deux sujets n'en sont pas moins identiques dans le fond. Ils racontent également le drame d'une passion soudaine et exclusive qui ne peut avoir qu'une très courte durée, car dans son principe même elle est doublement condamnée. L'organisation sociale et la phtisie empêchent Armand et Marguerite de vivre ensemble, comme l'angine de poitrine et une condamnation à mort fixent la limite des jours que Dan et Joan ont encore à vivre. Et si le film nous touche autant, c'est parce que, de se savoir si brève, la passion de ces deux êtres s'exaspère et s'approfondit jusqu'à leur faire aimer le destin qui les menace parce qu'il fait toute la valeur des sentiments qu'ils éprouvent. Si l'homme ne savait pas que chaque minute passée auprès de celle qu'il aime lui enlève une chance d'évasion et le pousse vers la chaise électrique, si la femme ignorait que la joie qui fait battre son cœur quand elle se trouve dans les bras de son amant la tue aussi sûrement qu'un poison, il ne resterait plus rien qu'une aventure sans lendemain entre une héritière trop riche et un aventurier sans scrupules, comme le désœuvrement en favorise beaucoup à bord des paquebots. Il est normal qu'au début les protagonistes soient la dupe de leurs propres sentiments ; le sommet de l'intrigue n'est atteint que lorsqu'ils en deviennent conscients, quand Dan, pour retarder de quelques heures une séparation inévitable, accepte de subir le châtiment qui l'attend, et quand la révélation de sa véritable identité, loin de tuer Joan, la rend presque heureuse, car pour la première fois elle se sent avec lui sur un plan d'égalité. (Bien qu'elle ne soit jamais exprimée, l'idée qu'une maladie mortelle est aussi honteuse qu'un crime — parce qu'elle constitue un châtiment d'une faute envoyé par Dieu — est sous-jacente à toute l'histoire. A cet égard on peut invoquer *l'Erewhon,* de Samuel Butler. Par ailleurs, la question demeure ouverte si la situation des amants est plus intéressante quand ils sont, comme ici, diversement, mais également frappés, ou bien quand ils sont, au contraire, aux antipodes l'un de l'autre.

Comme on le sait, *Voyage sans retour* avait eu une première version vers 1932, si ma mémoire est bonne. Elle avait été réalisée par Tay Garnett — qui ne fit jamais mieux — et interprétée par Kay Francis et William Powell, qui commençait seulement à échapper aux rôles de traîtres. En France elle était passée complètement inaperçue, n'ayant pas eu le bénéfice d'une sortie en exclusivité, jusqu'au jour où René Clair la découvrit et la signala aux critiques.

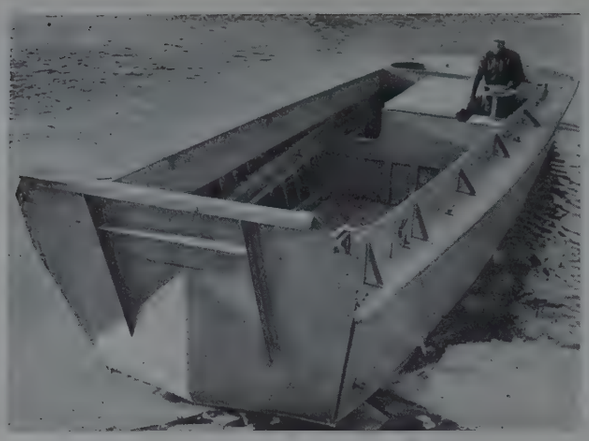
Le scénario n'a guère été modifié par Warren Duff, et quand il l'a été il n'y a rien gagné. L'introduction d'un jeune couple heureux, notamment, n'apporte rien à l'histoire. Merle Oberon, dont c'est pourtant un des meilleurs rôles, ne fera pas oublier Kay Francis. Elle gauchit d'ailleurs son personnage en en faisant une trop jeune fille. Il est à la fois plus naturel et plus émouvant que ce soit là le dernier amour d'une femme qui a déjà beaucoup vécu, plutôt que l'emballement irraisonné d'un cœur sans expérience. En revanche, Georges Brent se montre l'égal de William Powell, et ce n'est pas là un mince éloge. Il a moins d'élégance et de cynisme que son prédécesseur, mais on le croît plus facilement capable de sacrifier sa vie pour quelques heures inoubliables.

Le décalage est plus sensible sur les rôles secondaires. Ceux-ci sont devenus terriblement conventionnels, que ce soit la faute du scénario ou des interprètes. C'est dommage, car ce sont eux qui devraient assurer la vraisemblance de l'intrigue, puisque nous sommes disposés à tolérer à cet égard bien des latitudes aux protagonistes en les considérant comme des héros mythiques plutôt que comme des individus.

Au total, dans la mesure même où la seconde version ne paraît pas tellement éloignée de la première, se pose la question de savoir dans quelle mesure elle était nécessaire. Elle ne lui ajoute ni la parole, ni la couleur. Elle n'est pas le prétexte à une nouvelle incarnation d'une grande vedette éperdument à la recherche d'un rôle qui lui convienne. Vraiment, on voit mal pour quelle raison la firme productrice ne s'est pas bornée à rééditer le film existant. Je suis convaincu qu'il aurait eu au moins autant de succès.

Là aussi, la comparaison s'impose avec *la Dame aux camélias.* Ce fut d'abord un roman, ensuite, une pièce de théâtre, dernièrement, un film. Plus personne ne lit le roman, et il est très possible que déjà plus de spectateurs aient vu les versions cinématographiques que les versions théâtrales. Les mythes grecs les plus vivaces cherchaient, eux aussi, leur forme définitive à travers l'épopée, la sculpture et le drame. *Voyage sans retour* n'est peut-être qu'au début de sa carrière.

BARGES DE DÉBARQUEMENT " HOUSEBOATS " DE PAIX



Un des vingt-cinq L. C. V. P. avant sa transformation.

Le problème du logement ne se pose pas que chez nous. Il est aussi difficile à un jeune ménage de trouver un appartement à New York qu'à Paris. C'est pour remédier à cette situation que M. Edouard Rotner, de New York, a entrepris de faire transformer en habitations flottantes d'anciennes péniches de débarquement. Un premier lot de vingt-cinq L. C. V. P. (Landing Craft Vehicle Personnel) a été utilisé. Les moteurs Diesel ont été retirés pour donner plus de place. Evidemment, quand les propriétaires auront envie de changer de place, ils seront obligés de se faire remorquer, mais il s'agit là, ne l'oublions pas, d'une habitation permanente bien plus que d'un bateau de plaisance. La péniche ainsi construite comprendra tout le confort susceptible d'être installé dans un si petit espace. L'habitation se composera de deux pièces : un grand living-room avec des canapés transformables, permettant de coucher quatre personnes, et une cuisine avec fourneau électrique, frigidaire, réservoir pour l'eau, etc. Ajoutons pour terminer que M. Rotner considère que le prix d'un tel home ne dépassera pas 6.000 dollars.

Aménagée en habitation flottante, une des barges de débarquement est exposée dans une rue de New York.

Le living-room et son canapé transformable.

La cuisine avec ses aménagements modernes : réchaud électrique, frigidaire, etc.

COURRIER MUSICAL

Querelles autour de Bach

L'exécution intégrale au clavecin du premier recueil des vingt-quatre préludes et fugues du *Clavecin bien tempéré*, donnée récemment à Paris par Isabelle Nef, professeur au Conservatoire de Genève, remet en question les querelles suscitées par les musicographes et exégètes de Bach. Si l'on en croit Albert Schweitzer, l'auteur de *Bach, le musicien-poète*, étroitement suivi par Wanda Landowska et ses disciples (Isabelle Nef est de ceux-là), c'est au clavecin que doit être exécuté le *Clavecin bien tempéré*. Si l'on s'en réfère à Ernest Closson, le savant auteur de l'*Histoire du piano*, une équivoque s'est créée autour d'un titre qui, en réalité, devrait être *Clavier bien tempéré*, autrement dit : instruments à clavier en usage du temps de Bach, orgue, clavecin ou clavicorde. « Bach, nous dit M. Closson, avait toujours soin de signaler les œuvres qu'il avait conçues pour clavecin ; d'une manière générale, il n'affectionnait guère cet instrument, dont il déplorait la sonorité courte et mécanique. S'il le jugeait indispensable à l'orchestre, il lui préférait pour la musique d'intimité le clavicorde. Nous n'avons malheureusement plus la possibilité d'émettre un avis autorisé sur l'exécution d'œuvres de Bach au clavicorde : une expérience, tentée à Leipzig en 1935, a été fort peu concluante. La discussion se limite aujourd'hui à l'exécution au piano ou au clavecin ; et puisqu'il paraît vain de chercher à concilier deux thèses ainsi opposées, il semble préférable, en définitive, de s'en remettre au jugement du public, « cette voix de Dieu ». En l'espèce, il se rapproche singulièrement de celui de l'auteur. Et si nous avons eu un réel plaisir à entendre les fugues au clavecin, qui fait si nettement apparaître l'indépendance et la clarté des voix, nous sommes loin d'avoir éprouvé la même satisfaction pour la plupart des préludes dont la couleur, l'expression et le *nuancement* réclament des richesses que ne peut offrir le clavecin. C'est alors que s'est imposée à nos oreilles la nécessité du piano, successeur luxueux du clavicorde, qui, malgré la péjorative appellation de nos pères (« instrument de sourd »), possède toutes les ressources techniques propres à mettre en évidence les plus subtiles intentions musicales du compositeur.

Ceci dit, Isabelle Nef, remarquable claveciniste et musicienne, nous a donné deux séances d'un immense intérêt sinon pour tous, du moins pour les musicologues et professionnels, qui ont trouvé là matière à d'utiles et multiples observations.

L. Maurice-Amour.

COURRIER DU CINÉMA

Les Chouans

Jéricho nous avait fait saluer en Henri Calef un jeune réalisateur de talent, auquel on pardonnait volontiers un premier film mal venu. *Les Chouans* nous font craindre que ce soit, au contraire, *Jéricho* qui constitue un hasard heureux. Il est difficile d'imaginer une œuvre dépourvue à ce point de rythme et de style. De plus, tous les acteurs jouent faux, Jean Marais comme Pierre Dux, et Madeleine Robinson comme Madeleine Lebeau.

Maria Candelaria

De très belles photographies d'une campagne mexicaine qui bouleverse nos préjugés. L'opérateur a quelque peu abusé de ce facteur d'intérêt ; on ne saurait lui en tenir rigueur, car l'intrigue, d'une puérilité qui nous ramène de trente ans en arrière, mérite d'être sacrifiée au décor. Faisons exception pour une scène folklorique : la bénédiction du bétail, pittoresque à souhait.

BIBLIOGRAPHIE

L'organisation ménagère

M. Henry Gruere, président de l'Association des familles nombreuses de la Côte-d'Or, vient de publier une petite brochure illustrée traitant de l'organisation dans l'habitation. L'auteur passe en revue tous les appareils ménagers actuels qui peuvent utilement venir en aide aux mères de famille et en indique les caractéristiques et l'emploi rationnel.

Cette brochure contient également de nombreux conseils permettant de simplifier les tâches quotidiennes et de les rendre moins fatigantes. On peut se procurer cette brochure chez l'auteur, 4, rue du Palais, à Dijon.

PETITES CHRONIQUES

Le Concert, *bois 54×73, par Taunay, adjugé 327.000 francs par Me Alphonse Bellier ; expert, M. Robert Lebel.*

PETITS MAITRES DU XVIIIe SIÈCLE

Dans une des dernières ventes de l'Hôtel Drouot, présidée par M. D.-H. Baudoin, un tableau sur cuivre dans le genre des *Fêtes galantes* de Watteau, de Lancret et de Dietrich a été adjugé 365.000 francs, soit plus de 500.000 francs avec les frais et taxes.

Cette peinture de 15 environ (65×50) avait été adjugée 14.000 francs en 1937, à la vente après décès du baron Léonino, où elle était présentée comme une œuvre de Leclerc des Gobelins sous le titre *le Menuet*.

C'est donc un succès. Il est d'autant plus éclatant que, arrivé au dernier moment, le matin même de la vente (nous voulons dire la dernière), ce tableau n'ayant pu figurer dans l'exposition de la veille n'était pas mentionné sur l'affiche, n'avait été annoncé nulle part et avait été vendu sans expert, sans catalogue, sans désignation et sans garantie. Les habitués du matin seulement, qui sont peu nombreux, l'avaient vu. Nous insistons sur le fait, car il prouve que, même dans les conditions les plus défavorables, un tableau de qualité ne passe jamais inaperçu et réalise généralement un prix élevé.

Leclerc des Gobelins (cette peinture ne portait pas sa signature, mais son monogramme) n'est cependant qu'un petit maître, charmant d'ailleurs, dont aucune œuvre n'avait jamais atteint pareille somme dans une vente publique. Il est très loin de Fragonard et de Watteau, ou même de Lancret, mais le XVIIIe siècle semble de plus en plus en faveur auprès des amateurs.

Le cas est le même pour Nicolas-Antoine Taunay, qui était habitué naguère à des cotes fort modestes et dont *le Concert*, bois 54×73, monta à 327.000 francs dans une vente de Me Alph. Bellier avec M. Robert Lebel. Il est vrai que cette peinture était d'un mouvement étonnant. Deux autres Taunay, *le Retour du marché* et *les Joueurs de boules*, n'ont pas dépassé, ces dernières semaines, dans deux ventes différentes, 30.100 francs et 10.000 francs. La signature ne suffit pas... Et celle-ci, répétons-le, n'est pas de premier plan, encore que les quatre estampes fameuses, *Fête au village*, *Noce de village*, *la Rixe* et *le Tambourin*, qui, réunies, font généralement plus de 50.000 francs dans les ventes, l'aient rendu fort populaire.

Aussi bien tous les tableaux de petits maîtres français du XVIIIe siècle ne sont pas hors de prix, puisque dans des ventes récentes on a pu en acquérir de fort agréables dans des conditions très abordables : *la Cascade*, toile 36×48 de Claude-Louis Chatelet, pour 25.000 francs ; *Berger, bergère et leur troupeau*, panneau 27×39 de Lazare Bruandet, pour 10.000 francs ; *Baigneuses au bord de la mer*, toile 39×54 de Joseph Vernet, pour 30.100 francs ; *le Satyre Marsyas écorché par les nymphes*, toile 41×32 de Jean-François Lagrenée (l'aîné) pour 10.800 francs.

A. F.

L'ÉPÉE D'ACADÉMICIEN DE M. ANDRÉ SIEGFRIED

Le vendredi 28 mars, à l'Ecole des sciences politiques, rue Saint-Guillaume, M. André Siegfried a reçu l'épée d'académicien qui lui avait été offerte par un comité groupant les anciens élèves des Sciences politiques, le Collège de France et le Musée social. Œuvre de M. André Rivaud, la garde de l'épée, en or et argent, porte sur la coquille un globe terrestre symbolisant le grand voyageur qu'est M. Siegfried, les armes de Mulhouse, berceau de sa famille, et celles du Havre, où il est né.

Sauvez les Bébés de France,
AIDEZ
LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE

GALERIE

"COULEUR DU TEMPS", 9, rue Arsène-Houssaye,
MARQUET GERNEZ, LAPRADE,
CERIA, H. de WAROQUIER, WLERICK.

ACTUALITÉ JURIDIQUE

Une révolution agraire. Le statut du fermage.

Il s'agit bien d'une révolution accomplie par l'ordonnance du 17 octobre 1945 (1) par rapport à ce qu'en matière de fermage on peut appeler l'ancien régime. Laissons parler le texte.

I. — Droit de préemption de l'occupant.

En quoi consiste-t-il ? En cette innovation capitale : il crée au profit de l'exploitant à titre onéreux, lors que le propriétaire du fonds veut aberrer celui-ci, par quelque mode que ce soit, un droit préférentiel sur tout autre acquéreur. Ce droit est incessible et exclusif de toute clause contraire. Sont seuls exceptés : les partages entre cohéritiers ; les partages d'ascendants, les ventes consenties à un parent ou allié jusqu'au troisième degré, sauf quand l'exploitant est lui-même dans un de ces cas ; enfin, les échanges, même avec soulte, en vue d'un remembrement (art. 1, 3 et 12).

A qui bénéficie-t-il ? — A tout preneur ayant exploité le fonds pendant au moins cinq ans par lui-même ou par sa famille, à moins qu'il ne soit lui-même propriétaire de parcelles d'une certaine superficie. Dans ce cas, il bénéficie de la préemption pour installer sur ce fonds un fils ou une fille, exploitants. Jouissent des mêmes droits le conjoint et les descendants de l'exploitant décédé (art. 4 et 5).

Exercice du droit. Modalités. — En cas de désaccord des parties, le prix est fixé, après enquête et expertise, par le tribunal paritaire institué par le décret du 9 octobre 1943. — Le propriétaire qui n'accepte pas la décision peut renoncer à la vente, en supportant les frais d'expertise. — Si le bénéficiaire s'est abstenu, seuls peuvent se porter acquéreurs les professionnels agricoles, avec engagement d'exploiter par eux-mêmes ou par leurs proches. A défaut de ceux-ci, tout acquéreur peut se faire autoriser par le tribunal paritaire (art. 5). — Le propriétaire doit, deux mois avant la vente, notifier ses conditions au fermier, tenu de répondre dans le mois, son silence équivalant à un refus ; de même pour les modifications. — Cette procédure doit être renouvelée dans le cas de non-vente dans le délai d'un an. — En tout cas, toute vente doit être dénoncée dans les dix jours (art. 6 et 7). — Toute vente illégale est annulée par le tribunal paritaire, qui, suivant les cas, déclare acquéreur le bénéficiaire du droit ou lui accorde des dommages-intérêts (art. 8 et 10). — Il doit être convoqué à toute adjudication volontaire ou forcée, avec droit de se substituer, dans les cinq jours, à l'adjudicataire (art. 9).

II. — Amélioration de l'habitat rural.

Toute exploitation rurale, affermée ou donnée colonat (?) partiaire, comporte l'ouverture d'un compte d'amélioration des bâtiments, alimenté par un prélèvement annuel maximum de 25 % sur le prix du bail, impôts non compris. Viennent en déduction les sommes dépensées par le propriétaire pendant les cinq années ayant précédé la loi et même ultérieurement pour les travaux importants (art. 13 et 14. — Les versements sont faits, sur son initiative, à une caisse régionale de crédit. Tout litige ressort du tribunal paritaire (art. 15). — Pour les fonds non bâtis, la contribution du bailleur aux travaux effectués par le preneur font l'objet d'un contrat-type approuvé par l'autorité préfectorale (art. 16). — Sont exclus de l'application de la loi les baux non écrits (art. 9).

Les articles 18 et 19 sont consacrés à la constitution et au fonctionnement des commissions consultatives des biens ruraux créées au chef-lieu de chaque département et dont les avis doivent être demandés par le préfet pour l'application de la loi. Elles établissent, notamment, les contrats-types qui seront mis en vigueur par l'autorité préfectorale.

P.-L. R.

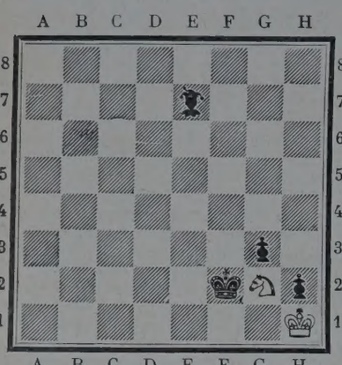
(1) *Relative au statut du fermage.* Modifiée et complétée par l'ord. du 13 avril 1946.

U OF I
LIBRARY

JUN 19 1947

LES ÉCHECS (N° 27)

Solution de l'étude n° 28.
Fin d'une partie jouée dans le Lancashire, en 1915.
Analyses de W. Ward et Chéron.



Trait indifférent. Les noirs gagnent.

Si 1. Cg2-h4, Fé7-g5. — 2. Ch4-g2, Rf2-é2 ! et le cavalier, forcé de jouer, sera pris sans que le roi blanc soit pat, après quoi le gain est facile.

Si 1. Cg2-f4 !, Fé7-g5 ! (et non 1. ..., Rf2-f3 ?. — 2. Cf4-d3, g3-g2†. — 3. Rh1×h2, Fé7-d6†. — 4. Rh2-g1, Rf3-g3. — 5. Cd3-f2 !, Fd6-f4 !. — 6. Cf2-g4 !!, Rg3-f3. — 7. Cg4-é5† ! nulle). — 2. Cf4-d3† (2. Cf4-g2, Rf2-é2 ! Ou 2. Cf4-h3† voir plus bas) 2. ..., Rf2-é2. — 3. Cd3-é5, Ré2-f1. — 4. Cé5-f3, g3-g2†. — 5. Rh1×h2, Rf1-f2 (menace R×C). — 6. Cf3-g1 (si 6. C×F, g2-g1 :D†, l'échec ne donnant pas le temps de jouer Cg5-h3† et ×g1) 6. ..., Fg5-f4† et 7. ..., R×C gagne.

Telles sont les analyses de Ward.

Mais la plus difficile variante est certainement la suivante, analysée par nous : 1. Cg2-f4 !, Fé7-g5. — 2. Cf4-h3†, Rf2-f1 !. — 3. Ch3-f4, Fg5-h6 ! coup d'attente (et non 3. ..., Rf1-é1 ?. — 4. Cf4-h5 ! et ×g3 nulle). — 4. Cf4-g2 (4. Cf4-h3, g3-g2†. — 5. Rh1×h2, Fh6-f4† ! gagne) 4. ..., Rf1-é2 ! (et non 4. ..., Fh6-g5 ?. — 5. Cg2-é3† puis Cé3-g4 et ×h2 nulle). — 5. Cg2-h4, Ré2-f2 ! (et non 5. ..., Fh6-g5 ?. — 6. Ch4-f5 et ×g3 nulle). — 6. Ch4-g2, Fh6-g5 !. — 7. Cg2-h4 (7. Cg2-f4, Rf2-f1 !. — 8. Cf4-g2, Rf1-é2 gagne ; ou 8. Cf4-h3, g3-g2†. — 9. Rh1×h2, Fg5-f4† ! gagne). 7. ..., Rf2-f1. — 8. Ch4-f3 (8. Ch4-g2, Rf1-é2) 8. ..., g3-g2†. — 9. Rh1×h2, Rf1-f2. — 10. Cf3-g1, Fg5-f4† gagne.

Une étude d'un grand intérêt théorique.

Championnat d'U. R. S. S. 1945.

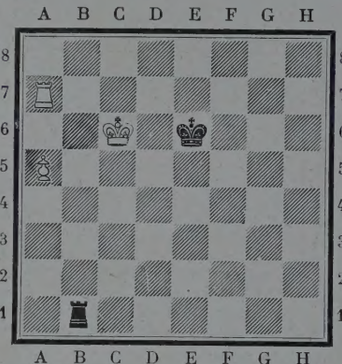
Blancs : Ratner. Noirs : Botwinnik.

1. d2-d4, Cg8-f6. — 2. ç2-ç4, g7-g6. — 3. Cb1-ç3, d7-d5. — 4. ç4×d5, Cf6×d5. — 5. é2-é4, Cd5×ç3. — 6. b2×ç3, ç7-ç5. — 7. Ff1-ç4, Ff8-g7. — 8. Cg1-é2, 00. — 9. 00, Cb8-d7. — 10. a2-a4, Dd8-ç7. — 11. Fç4-a2, b7-b6. — 12. Fç1-é3, Fç8-a6. — 13. Tf1-é1, Ta8-d8. — 14. Dd1-b3, é7-é5. — 15. d4-d5, ç5-ç4. — 16. Db3-a3, f7-f5. — 17. Fé3-g5, Fg7-f6. — 18. Fg5-h6, Tf8-f7. — 19. é4×f5, g6×f5. — 20. a4-a5, b6-b5. — 21. Ta1-d1, Cd7-ç5. — 22. Cé2-g3, Ff6-é7. — 23. Da3-ç1, f5-f4. — 24. Cg3-h5, Dç7-d6. — 25. Fh6-g7, T×F. — 26. C×T, R×C. — 27. Fa2-b1, Fa6-ç8. — 28. Dç1-ç2, Td8-h8. — 29. Dç2-é2, Fé7-f6. — 30. Dé2-h5, Fç8-d7. — 31. Fb1-ç2, é5-é4. — 32. Fç2×é4, Dd6-é5. — 33. Dh5-f3, Th8-é8. — 34. Fé4-d3, Dé5×é1†. — 35. Td1×é1, Té8×é1†. — 36. Fd3-f1, Cç5-é4. — 37. Df3×f4, Cé4×ç3 (menace de mat par Cç3-é2†, Rg1-h1, Té1×f1 mat). — 38. Df4-g3† (38. g2-g3, Cç3-é2† et C×D. Ou 38. Df4-f3, Cç3-é2†. — 39. D×C, T×D). 38. ..., Rg7-f7. Les blancs abandonnent.

Etude n° 29.

Championnat du monde 1935.
16e partie du match.

Noirs : Euwe.



Blancs : Alékhine.

Nous avons interverti les couleurs.

Cette fin de partie fut très mal jouée de la part des deux joueurs, ce qui prouve l'extraordinaire subtilité de ce finale de tour et pion contre tour.

Alékhine joua 1. Ta7-h7 et Euwe perdit ainsi : 1. ..., Tb1-ç1†. — 2. Rç6-b7, Tç1-b1†. — 3. Rb7-ç8, Tb1-ç1† (si 3. ..., Tb1-a1. — 4. a5-a6, Ta1×a6. — 5. Th7-h6† et 6. T×T gagne). — 4. Rç8-b8, Tç1-b1†. — 5. Th7-b7, Tb1-a1. — 6. Tb7-b6†, Ré6-d5. — 7. a5-a6, Rd5-ç5. — 8. Rb8-b7, Ta1-h1. — 9. Tb6-ç6†. Les noirs abandonnent. Il aurait suivi 10. a6-a7 et la tour blanche aurait été en mesure de couvrir l'échec au prochain coup.

Nous avons dit que les deux joueurs ont très mal joué.

En effet : 1° Euwe aurait pu faire nulle sur le jeu d'Alékhine. Comment ? 2° Alékhine aurait pu forcer le gain dans ce finale. Comment ?

André Chéron.

PHILATÉLIE

L'INVENTEUR DU TIMBRE, ROWLAND HILL

Dans la plupart des pays, une émission spéciale fête ou fêtera le centenaire du timbre. Le tout premier fut célébré par l'Angleterre en 1940 ; puis vinrent en 1943 la Suisse, avec les vignettes de Zurich et de Genève, et le Brésil ; en 1945, la Suisse encore avec le timbre de Bâle. 1946 n'apporta aucun centenaire, mais 1947 nous vaudra des émissions commémoratives de la part des Etats-Unis et peut-être de l'île Maurice, la patrie des fameux *Post office*. Le tour de la France ne viendra qu'en 1949, avec la Belgique ; ceux de l'Espagne et de l'Autriche en 1950, etc.

En 1940, la Grande-Bretagne émettait pour le centenaire du timbre une série aux effigies de la reine Victoria et de George VI, mais on avait laissé dans l'ombre la figure du promoteur du système, sir Rowland Hill. Très peu de pays ont songé à honorer sa mémoire. Seul en Europe, le Portugal a consacré une série à Rowland Hill en 1940. Ailleurs on ne retrouve ses traits que sur des timbres d'Argentine (1943), de Dominicaine (1940), du Nicaragua (1941) et du Salvador (1940).

Cette indifférence est un bel exemple d'ingratitude envers les inventeurs, et le père du timbre-poste est méconnu aujourd'hui. En effet, on croit souvent sa trouvaille beaucoup plus ancienne.

Demandez tour à tour à diverses personnes — bien entendu choisies parmi les non collectionneurs — depuis combien de temps on se sert de timbres pour payer le port des lettres et vous serez surpris des réponses que l'on vous fera. On vous répondra peut-être que le timbre existe depuis la Révolution, ou qu'il avait été créé sous Louis XIV, sinon inventé par les Egyptiens.

L'idée du timbre-poste apparaît comme quelque chose de très simple, à la portée du premier venu.

A la vérité, il s'est agi d'un renversement radical de coutumes très anciennes. Jusqu'au milieu du siècle dernier, l'usage voulait, dans tous les pays du monde, que ce fût non pas l'*expéditeur* d'une lettre qui payât le transport, mais le *destinataire*, et ceci, selon un tarif qui variait avec la distance parcourue par la dite lettre. Ce système paraît étrange aujourd'hui, puisque l'on paye le même prix pour le port d'une lettre, qu'elle circule à l'intérieur de Paris ou qu'elle aille de Paris à Marseille. Mais, autrefois, il en allait tout autrement. Les lettres étaient taxées, comme les voyageurs, proportionnellement à la longueur du trajet accompli.

Certains bons esprits, dans divers pays, avaient critiqué ce système et recherché un moyen de le remplacer par un autre. Mais les divers essais tentés ne s'étaient pas révélés bien pratiques. Seule, l'adoption du timbre-poste, du timbre *adhésif*, comme on l'appela dans les débuts, pouvait être une innovation utile.

Le philanthrope anglais Rowland Hill devait le premier donner une solution valable à ce problème.

Dans une brochure qu'il publia en 1837, il exposait que le port des lettres devait être payé par l'expéditeur, et, en même temps, suggérait l'emploi, pour le paiement de la taxe, « d'un petit morceau de papier... de forme carrée, suffisamment grand pour que l'administration pût y apposer son cachet, et enduit de colle au verso, de telle façon qu'il pût être collé sur les lettres ». C'était la définition même du timbre-poste. En outre, Hill demandait que le prix de ce timbre fut *uniforme* et fixé à un penny seulement, quelle que fût la distance parcourue, sur le territoire du Royaume-Uni.

Ce système, révolutionnaire pour l'époque, fut d'abord assez fraîchement accueilli par les autorités administratives. Mais le public, lui, se montra enthousiaste. L'opinion prit parti en faveur du projet, et, après de longs débats, le gouvernement accepta de le mettre à l'étude.

Telle fut l'origine du plus ancien timbre du monde, du 1 penny noir à l'effigie de la reine Victoria ou *black penny*, qui vit le jour le 6 mai 1840.

Nous laisserons aux amateurs de statistiques le soin de calculer combien de milliards de vignettes lui ont succédé depuis cent sept années à travers le monde !

LE TIMBRE ET LA DIPLOMATIE

Dans une précédente chronique nous avons énuméré quelques cas où le timbre-poste est utilisé par certains pays pour faire connaître au monde leurs revendications sur un territoire quelconque.

L'exemple le plus ancien semble venir du Venezuela. La série « Carte du pays », émise en 1896 en l'honneur du général Miranda, avait en réalité pour objet d'exprimer les revendications de cette république sur la région frontière de la Guyane britannique.

Le Guatemala, de même, formule des revendications contre l'Angleterre. Celle-ci a le tort de vouloir conserver le territoire appelé Honduras britannique, dont l'annexion permettrait au Guatemala d'avoir un débouché plus vaste sur la mer des Caraïbes. Cette querelle peu connue se manifeste sur les timbres de 1933, qui ne *nomment* pas le Honduras britannique, et même encore plus clairement sur le type « Carte » de 1939 où nous le voyons incorporé sans phrase au Guatemala.

Mais la « querelle géographique » la plus célèbre qui ait laissé des traces en philatélie est certainement celle du Chaco. Elle a duré longtemps entre la Bolivie et le Paraguay, et fut même la cause de la guerre de ce nom, terminée en 1938. Dans chaque pays on émit des timbres sur lesquels une carte consacrait l'annexion du Chaco : en Bolivie, émissions de 1928, 1931, 1935 ; au Paraguay, timbres de 1924, 1927. En 1932-1936, une série spéciale fut consacrée au Chaco, portant la légende : « Il y a été, il y est, il y sera. » La carte « définitive » ne parut qu'en 1939 sur le 500 pesos commémoratif du traité de paix.

Sous d'autres cieux, de telles manifestations sont beaucoup plus rares. En Europe, on peut cependant citer des timbres lithuaniens de 1932 : à la carte du pays ils ajoutent la province de Wilna, annexée par la Pologne en 1921, et que la Lithuanie ne cessa de revendiquer jusqu'en 1939. Notons, enfin, une série bulgare de 1941, commémorant le rattachement de la Macédoine à la Bulgarie où le 2 lewas comporte une carte de ce pays, et en Roumanie une vignette du même genre consacrée à la Bessarabie (1943).

Jacques Bellay.

AU BON MARCHÉ
Maison A. BOUCICAUT, PARIS

TIMBRES-POSTE POUR COLLECTIONS
ACHAT AU MAXIMUM
de timbres de tous genres — Lots — Collections — Correspondances —

AVIS FINANCIER

ALAIS FROGES ET CAMARGUE
(PECHINEY)

I. — ATTRIBUTION de 1.760.000 actions gratuites de 500 frs nominal, remises aux actionnaires, à raison de : **deux nouvelles pour trois anciennes.**

II. — ÉMISSION de 1.760.000 actions nouvelles de 500 frs à souscrire **en numéraire,** au prix de 550 frs à titre irréductible : **deux nouvelles pour trois en circulation** et à titre réductible.

SOUSCRIPTION OUVERTE du 1er au 30 avril 1947 au **CRÉDIT LYONNAIS,** dans les principales banques et établissements de crédit.
(BALO du 17 mars 1947.)

TRÈS BELLE SITUATION
Homme jeune, bonne présentation, bonne instruction, apport 1.200.000.
BOURCIER, 85, rue Saint-Lazare.

Sauvez les Bébés de France,
AIDEZ
LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE

RUBRIQUE IMMOBILIÈRE

AVONS ACQUÉREURS
Hôtels particuliers IMMEUBLES, APPARTts
Fermes, Domaines et châteaux.
DÉFENSE DU PROPRIÉTAIRE
27, *rue d'Athènes* - PARIS — TRI. 14-98

ÉTANG-SOMME, rég. Montdidier-Amiens pêche, chasse, 3 hectares, hutte 2 p. barque. Prix : 300.000 fr.

ARROMANCHES, **VILLA LIBRE** non sinist., jolie plage, région déminée, 9 p. princ., jardin, garage. Prix : 1.400.000.

SUPERBE COTTAGE NORMAND, 25 km. Paris, bords Oise, près gare, 2.000 m. clos, tout neuf, 8 p. p., tt confort, jardin, garage, dépendances. Prix : 3.500.000, y compris mobilier mod. de goût et qualité, complet avec literie.

LESAGE, 16, av. Trudaine. TRU. 65-75.

IL VOUS FAUT UNE NOUVELLE

RELIURE MOBILE "ACLÉ"

Bte France et Étranger

POUR CONSERVER VOTRE COLLECTION

DE

France ILLUSTRATION

2 modèles :

N° 6 : pour 1 trimestre **196 fr. 50**

N° 8 : pour 1 semestre **202 fr. 50**

Clefs de montage utilisables pour plusieurs reliures la paire. . . . . **11 fr. 50**

(Ces prix s'entendent livraison à nos bureaux)

FRAIS D'ENVOI A DOMICILE (FRANCE)

pour **1** reliure . . . . . **45 fr. 50**

pour **2** reliures . . . . . **60 fr.**

CONDITIONS (SUIVANT TARIF POSTAL) POUR QUANTITÉS ET POUR L'ÉTRANGER

Les bons foies gras "CHAMPION"

DES PRODUITS DE QUALITÉ DES PRIX ABORDABLES...

Truffes, Pâtés, Mousses, Confits d'oie.

De la Production .... à votre table !

CHAMPION CONSERVES PÉRIGUEUX. DORDOGNE.

EXPÉDITIONS FRANCO. TARIF F SUR DEMANDE

18 boîtes assorties dans tous nos produits plus de 3 kgs, franco 2.000

30 boîtes assorties dans tous nos produits, plus de 5 kgs, franco 3.000

Sauvez les Bébés de France,
AIDEZ la CROIX-ROUGE FRANÇAISE

HOTELS et VILLÉGIATURES

PARIS

H^L LOUVOIS 200 ch. av. bain

1, r. Lulli (sq. Louvois) - PARIS (2e)

PYRÉNÉES

SALIES-DE-BÉARN (B.-Pyr.)

Maladies des femmes. Maladies des enfants. Séquelle des blessures de guerre.

CASINO. SPORTS. PISCINE

Pas de voyages heureux

sans les

GUIDES BLEUS

La France Automobile en 1 volume

La France en 18 grands Guides régionaux

Les grands Guides étrangers

HACHETTE
79, bd St-Germain, Paris

Sauvez les Bébés de France,
AIDEZ la CROIX-ROUGE FRANÇAISE

EXPRESS-PUBLICITÉ

GARDE-MEUBLES - DÉMÉNAGEMENTS

BEDEL

17, Rue Monsigny - Tél : Ric 54-93

PP **PERMO**

Traitement Général des EAUX

Ets PHILLIPS & PAIN

MONTROUGE-SEINE

COGNAC ROUYER

MAISON ROUYER-GUILLET ET Cie FONDÉE EN 1801

JUN 1 9 1947

PUBLICITÉ NSI 146

Le Directeur-Gérant :
GEORGES OUDARD.

Société Nationale des Entreprises de Presse. — Imprimerie de Bobigny.
Printed in France. — Publication hebdomadaire.

Dépôt légal 2e trimestre 1947.
Imprimeur no 33.